

Sommets sur les possibilités, Rapport sommaire

Conseil de l'emploi
Juillet 2016



Sommets sur les possibilités, Rapport sommaire - Conseil de l'emploi

Publié par le :

Bureau du Conseil exécutif
Secrétariat du conseil de l'emploi du Nouveau-Brunswick
Gouvernement du Nouveau-Brunswick
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1

Canada

Imprimé au Nouveau-Brunswick

Édition imprimée (Bilingue) : ISBN 978-1- 4605-1030-8
PDF (Anglais) : ISBN 978-1- 4605-1031-5
PDF (Français) : ISBN 978-1- 4605-1032-2

10747-07-2016

Table des matières

Toile de fond.....	3
Thèmes.....	5
Leçons apprises.....	8
Mesures prises depuis les sommets.....	9
Conclusion.....	12

Sommets

Sommet sur les centres de soutien à la clientèle.....	13
Égalité femmes-hommes.....	15
Sommet sur l'agriculture.....	18
Sommet sur l'immigration.....	21
Sommet sur les TI.....	23
Sommet sur les possibilités pour les secteurs de l'aquaculture et des pêches.....	25
Sommet sur le développement des régions.....	27
Sommet sur le tourisme.....	29
Sommet sur l'industrie de la fabrication de pointe.....	31
Sommet sur les questions touchant les personnes handicapées.....	33
Sommet sur les possibilités économiques des Autochtones.....	37
Sommet de l'énergie.....	40
Inclusion économique.....	42
Sommet sur l'accès aux capitaux.....	44
Sommet sur la jeunesse.....	46
Sommet sur les arts et la culture.....	48
Sommet sur les mines.....	50
Sommet sur le vieillissement en santé.....	52
Sommet sur les transports.....	55
Sommet sur l'économie verte.....	57
Sommet sur les partenaires de développement économique.....	59
Système collaboratif de développement économique.....	61
Sommet sur l'industrie forestière.....	63

L'honorable Roger Melanson, Président du Conseil du Trésor et ministre responsable du Conseil de l'emploi
J'ai le privilège de vous présenter le rapport sommaire des sommets économiques.

Entre septembre 2015 et avril 2016, une série de sommets sur les possibilités s'est déroulée partout dans la province. Le présent rapport résume la rétroaction de plus de 1 500 participants issus du milieu universitaire, des groupes de revendication, du milieu artistique, du milieu des affaires, des Premières Nations, des associations industrielles, du secteur à but non lucratif, des entreprises en démarrage, des syndicats, des groupes de jeunes et de différents ordres de gouvernement.

Les sommets ont représenté une occasion précieuse pour les participants de travailler avec le gouvernement dans le but de déterminer les enjeux, les solutions et les nouvelles perspectives en matière de création d'emplois et de croissance économique au Nouveau-Brunswick.

Les possibilités qui ont été ciblées sont actuellement étudiées et évaluées dans le cadre du plan d'action économique de la province. Nous remercions tous les participants qui ont assisté aux sommets et nous espérons travailler à nouveau avec eux à l'avenir pour faire progresser notre province.

Le tout respectueusement soumis,



Susan Holt
Chef des partenariats commerciaux
Secrétariat du Conseil de l'emploi



Le premier ministre Brian Gallant prononce un mot d'ouverture au Sommet sur les possibilités pour les jeunes, Pavillon du lac Lily, Saint John (N.-B.), le 29 janvier 2016

Toile de fond

Contexte

Le Secrétariat du Conseil de l'emploi (SCE) a été mis sur pied dans le but d'élaborer un programme de création d'emplois et de croissance économique pour le Nouveau-Brunswick. Notre nouveau modèle de développement économique fondé sur les possibilités repose sur l'idée selon laquelle la concurrence pour les investissements des entreprises et pour les entrepreneurs et les gens de talent très ambitieux n'a jamais été aussi vive qu'aujourd'hui. Nous devons déterminer et harmoniser nos ressources pour mettre au point des possibilités tangibles, très intéressantes et rentables qui attireront des investissements des entreprises locales, des collectivités, des nouveaux entrepreneurs ambitieux et des sociétés multinationales.

Pour que nous puissions étudier la gamme la plus vaste des possibilités de croissance pour le N.-B., le SCE a organisé une série de sommets sur les possibilités partout dans la province entre septembre 2015 et avril 2016, en partenariat avec Opportunités NB (ONB) et les ministères provinciaux responsables. Le gouvernement a entendu plus de 1 500 participants au cours des 22 sommets sur les possibilités qui ont eu lieu dans quinze collectivités. Le tableau 1 énumère les sujets, les dates, les lieux et le nombre de participants de chaque sommet.

« En travaillant avec le secteur privé, les intervenants et des experts, nous stimulerons la croissance économique au Nouveau-Brunswick. Le gouvernement n'a pas toutes les réponses. Il est donc crucial de comprendre les enjeux et les possibilités de nos secteurs. »

- Premier ministre Brian Gallant

Les sommets ont permis de réunir des universitaires, des groupes de revendication, des artistes, des gens d'affaires, les Premières Nations, des associations industrielles, le secteur à but non lucratif, des entreprises en démarrage, des syndicats, des jeunes et différents ordres de gouvernement afin de définir de nouvelles perspectives de création d'emplois et possibilités de croissance économique dans la province.

Du début à la fin des sommets, des thèmes récurrents se sont dégagés sur les moyens de faire croître une main-d'œuvre hautement compétente, de développer la capacité d'innovation, d'améliorer l'accès aux capitaux pour le secteur privé, d'augmenter les investissements dans l'infrastructure stratégique et de concevoir un gouvernement et un environnement politique plus agiles. Les possibilités qui ont été ciblées font l'objet d'un examen et d'une évaluation afin d'être étoffées dans le cadre d'un plan d'action économique pour la province.

« En écoutant tous les Néo-Brunswickois qui ont participé, nous avons clairement appris qu'ils veulent que le gouvernement investisse dans l'éducation et la formation pour valoriser une main-d'œuvre compétente. C'est précisément ce que nous allons continuer de faire. »

- Premier ministre Brian Gallant

On peut consulter les rapports de chaque sommet sur le site Web du Conseil de l'emploi du Nouveau-Brunswick **en cliquant ici**. Le présent rapport final décrit les possibilités qui ont été découvertes, la rétroaction des participants et les mesures qui ont été prises depuis les sommets.

Sommets sur les possibilités

	Sujet du sommet	Date	Lieu	Participants
1	Centres de soutien à la clientèle	24 sept. 2015	Riverview	42
2	Égalité femmes-hommes	29 sept. 2015	Woodstock	45
3	Agriculture	21 oct. 2015	Grand-Sault	70
4	Immigration	22 oct. 2015	Riverview	70
5	TI	3 nov. 2015	Fredericton	70
6	Aquaculture/Pêches	5 nov. 2015	Shediac	40
7	Développement des régions	13-14 nov. 2015	Miramichi	160
8	Tourisme	19 nov. 2015	St. Andrews	60
9	Industrie de fabrication de pointe	20 nov. 2015	Belledune	50
10	Personnes ayant un handicap	3 déc. 2015	Fredericton	50
11	Croissance économique des Autochtones	7 déc. 2015	Miramichi	117
12	Énergie	11 déc. 2015	Saint John	90
13	Inclusion économique	11 janv. 2016	Saint John	90
14	Accès aux capitaux	12 janv. 2016	Fredericton	40
15	Jeunes	29 janv. 2016	Saint John	85
16	Arts et culture	18 fév. 2016	Caraquet	90
17	Secteur minier	19 fév. 2016	Bathurst	80
18	Vieillesse en santé	18 mars 2016	Miramichi	70
19	Transports	22 mars 2016	Florenceville	60
20	Économie verte	4 avril 2016	Edmundston	80
21	Partenaires du développement économique	11 avril 2016	Moncton	60
22	Secteur forestier	19 avril 2016	Atholville	70
	Total		15 collectivités	+ 1 500 participants

Tableau 1: sommets sur les possibilités entre septembre 2015 et avril 2016

Objectifs du Sommet

Même si les objectifs de chacun des sommets ont varié légèrement, les objectifs généraux de chaque sommet étaient les suivants :

- Dresser une longue liste de possibilités économiques viables à explorer.
- Définir les conditions de succès des possibilités définies.
- Les participants ont vécu une expérience positive et ont trouvé que leurs contributions avaient été utiles.
- Les participants se sont sentis écoutés.

Thèmes

Même si chaque sommet a donné lieu à une expérience unique en son genre et a permis de faire ressortir des possibilités, des enjeux et des conditions de réussite précis, de nombreux thèmes récurrents ont été définis comme des priorités communes sur lesquelles le gouvernement devrait se pencher.

Les gens

Éducation

L'éducation et la formation ont été mentionnées au cours de chacun des sommets comme une condition essentielle de la croissance au Nouveau-Brunswick. En ce qui concerne le réseau scolaire public, les gens ont réclamé davantage de possibilités d'apprentissage par l'expérience, une meilleure intégration des expériences concrètes de travail et l'enseignement de l'esprit d'entreprise pour faire naître une culture de solveurs de problèmes et de créateurs de possibilités. Des suggestions semblables ont été formulées en ce qui concerne les établissements postsecondaires afin qu'ils fassent mieux correspondre l'offre en éducation aux besoins de l'industrie, qu'ils proposent davantage de possibilités d'apprentissage par l'expérience (programmes coopératifs, mentorat, activités à l'extérieur des salles de classe et dans la collectivité). Les participants ont aussi parlé de l'idée d'étendre les efforts d'éducation à tous les stades de vie pour bâtir une culture d'apprentissage.

Esprit d'entreprise

Les participants ont mentionné que la notion d'esprit d'entreprise devrait être encouragée et intégrée dans les écoles et ils ont également conclu qu'un changement de culture s'impose. Cela signifierait de passer de chercheurs d'emplois à créateurs d'emplois de manière à ce que les Néo-Brunswickois constatent qu'on peut créer et développer des possibilités chez nous. De plus, il faudrait également un changement de mentalité pour nous adapter à ce marché concurrentiel qui évolue rapidement. Les participants ont fait part de leur désir de voir plus de jeunes se tourner vers l'entrepreneuriat.

Pénurie de main-d'œuvre par opposition au chômage

Lors des sommets sur le vieillissement en santé, les jeunes et l'immigration, les participants ont parlé de la difficulté que les aînés, les jeunes et les nouveaux arrivants ont à trouver un emploi, tandis que dans un autre sommet, ils ont mentionné la difficulté à trouver des travailleurs pour combler les postes vacants. Au cours des sommets sur les centres de soutien à la clientèle, les transports (le camionnage), les pêches et l'aquaculture ainsi que le secteur minier, l'idée de donner une nouvelle image à ces industries a été lancée comme moyen d'aider à combler ce décalage entre les chercheurs d'emploi et les postes à pourvoir. Peut-être faudrait-il faire plus que changer leur image pour rendre ces industries attrayantes et intéressantes aux yeux des chercheurs d'emploi. Changer l'étiquette d'un vieux produit ne change pas ce qui est offert, mais nous aiderions à combler cet écart en étudiant de façon plus approfondie les possibilités d'emploi qui sont actuellement offertes et en examinant comment ces entreprises pourraient harmoniser ces possibilités avec ce que les employés recherchent. Des possibilités offrant du travail motivant, de bons salaires, un environnement innovateur et des avantages sociaux créatifs, voilà ce que cherchent les enfants du millénaire (la génération née entre 1980-1981 et 2000) en matière d'emploi. Des solutions ciblées et stratégiques d'immigration ont aussi été suggérées à de nombreux sommets pour éliminer les pénuries de travailleurs, pour réduire le recours à l'assurance-emploi, ainsi que pour accroître la demande et notre population.

Relève

Même si la question de la relève dans les petites et moyennes entreprises est préoccupante depuis de nombreuses années, elle s'est présentée comme une possibilité pour bon nombre d'industries de jumeler de jeunes entrepreneurs et de nouveaux arrivants avec des propriétaires d'entreprise qui approchent de l'âge de la retraite.

Innovation

Richesse des actifs en recherche

De nombreux sommets (en particulier ceux qui portaient sur les TI, l'énergie, l'aquaculture, le secteur forestier et le vieillissement en santé) ont abordé la question de la recherche de classe mondiale qui est effectuée aujourd'hui au Nouveau-Brunswick et de la nécessité de mieux articuler nos points forts en recherche et nos efforts de commercialisation et de développement économique. Les participants à d'autres sommets (notamment ceux qui ont traité de l'agriculture, des centres de soutien à la clientèle, de l'industrie de la fabrication de pointe et du secteur minier) ont mentionné que de nouveaux centres d'excellence pourraient soutenir les possibilités de croissance.

Importance des données

Les participants à de nombreux sommets ont parlé de l'importance de données provinciales facilement accessibles pour appuyer la prise de décisions par les collectivités, les citoyens et les acteurs de l'industrie. Le fait de recueillir et de faire circuler de l'information sur la géographie, les terres de la Couronne, l'utilisation du réseau de la santé et les résultats éducatifs de la province a été ciblé comme une condition importante de la croissance.

Importance de l'« écosystème »

Chaque sommet a présenté des listes de partenaires stratégiques, d'organisations communautaires, d'organismes et d'associations qui appuient la croissance et le processus de la création et de la commercialisation de nouvelles idées ainsi que des acteurs présents dans chaque secteur. Chaque sommet a donné lieu à de nombreux échanges de cartes d'affaires, particulièrement dans les domaines de la fabrication de pointe, de l'accès aux capitaux, de l'économie verte et du vieillissement en santé. On a senti que les gens avaient manifestement apprécié que ces groupes d'intérêts communs se réunissent pour discuter des possibilités de croissance entre entreprises et organisations.

Capitaux

Littératie financière

Le manque de littératie financière a été mentionné au cours des sommets sur les jeunes, l'accès aux capitaux, les Autochtones et l'inclusion économique. Il a été qualifié d'obstacle qui empêche les gens de se tourner vers l'entrepreneuriat et les petites entreprises d'avoir accès à du financement pour démarrer et faire croître leurs activités.

Accès aux capitaux

Dans le cadre de presque tous les sommets, on a parlé de créer davantage de stimulants financiers de la croissance au moyen de crédits d'impôt, de politiques d'approvisionnement ou d'octrois et de subventions.

Infrastructure

Accès rural à l'Internet

L'accès à une connectivité fiable et de qualité partout dans la province a été qualifié d'obstacle à la croissance au cours des sommets sur les centres de soutien à la clientèle, l'agriculture, le tourisme, l'inclusion économique et les TI.

Harmonisation stratégique

Même si l'infrastructure est différente dans les diverses industries, les participants se sont entendus sur le fait que le gouvernement doit adopter une démarche stratégique en ce qui concerne l'infrastructure qu'il décide de construire, d'entretenir et d'éliminer.

Agilité

Réduction de la bureaucratie

Chaque industrie fait face à divers degrés de réglementation et de bureaucratie qui aident et nuisent à la fois à la croissance. De nombreuses possibilités ont été formulées pour contribuer à réduire ces obstacles tout en conservant la structure, la protection et la sécurité que la réglementation gouvernementale est censée procurer.

Innovation politique perturbante

De nombreuses industries font face à des changements rapides à l'échelle mondiale à cause de la technologie et de l'innovation. Les secteurs du tourisme, de l'énergie, de l'économie verte, de l'agriculture, des TI et du vieillissement en santé prendront une allure incroyablement différente d'ici 2040, ce qui va exiger une réflexion et des politiques innovatrices qui aboutiront à des solutions locales en rapport avec les marchés mondiaux.

Priorités communes

Ces priorités communes qui concernent plusieurs industries sont les plus susceptibles d'avoir des répercussions positives sur la croissance économique de la province. Dans les pages qui suivent, vous trouverez de brefs résumés de ce qui a été discuté par les participants à chaque sommet. Les points saillants ressortent dans les meilleures possibilités ciblées par les participants, et la rétroaction des participants, et l'aperçu des secteurs dans lesquels les participants croyaient que le gouvernement devrait concentrer ses ressources.

Leçons apprises

Étant donné que ce n'est pas tous les jours que le gouvernement du Nouveau-Brunswick organise dans toute la province des sommets portant sur des sujets précis avec un groupe aussi disparate de participants auxquels il a demandé de lancer des idées sur les possibilités de croissance. Dans le cadre de cette démarche, nous avons beaucoup appris pour améliorer les futurs sommets:

Ce qui a bien fonctionné

Les participants étaient mobilisés

- Tous les sommets ont attiré beaucoup de monde, pour la plupart entre 40 et 100 participants;
- Environ 70 pour cent des participants ont dit avoir été « beaucoup » ou « totalement » entendus;
- Bon nombre d'entre eux auraient aimé avoir plus de temps pour lancer des idées et donner de la rétroaction.

Intérêt à se rencontrer régulièrement avec des objectifs ciblés et une communication ouverte

- De nombreux participants ont parlé de la valeur du réseautage au sein de leur industrie;
- Dans plusieurs secteurs, les gens aimeraient en savoir plus au sujet de ce qui passe et de l'état actuel de leur industrie;
- Les gens se sont dits intéressés à des rencontres futures en petits groupes d'intérêt pour étudier de façon plus approfondie des possibilités précises.

Participation des employés du gouvernement

- La participation aux ateliers des décideurs et des employés du gouvernement a été appréciée.

Ce qui pourrait être amélioré

Doute que le gouvernement va agir

- Les sommets ont été généralement fort appréciés, mais on a senti un scepticisme sous-jacent quant au fait qu'ils vont donner lieu ou non à des mesures concrètes;
- Distribuer les rapports sur chaque sommet aux participants a pris plus de temps que prévu.

Observations préliminaires

- Les observations préliminaires ont souvent été plus longues que prévu et ont empiété sur le temps consacré à la discussion.

Manque de participation de la part des employés du gouvernement

- Le fait que des employés du gouvernement étaient présents, mais ne participaient pas aux tables, a donné l'impression aux gens qu'ils manquaient une occasion d'entendre ce que les intervenants avaient à dire.

Représentation des minorités

- Même si des sommets ont été consacrés à l'égalité femmes-hommes, aux Premières Nations, aux jeunes, à l'immigration et aux personnes âgées, on aurait dû s'efforcer davantage de faire en sorte que chacun de ces groupes soit mieux représenté à tous les sommets sectoriels.

Mesures prises depuis les sommets

Depuis le tout premier sommet qui a eu lieu en septembre dernier, les employés du gouvernement ainsi que les participants aux sommets ont travaillé activement pour faire progresser les idées qui ont été avancées dans le cadre des discussions et pour résoudre les problèmes cernés par la collectivité. Voici quelques exemples de mesures qui ont été prises par le gouvernement dans la foulée des sommets :

Travail à domicile

Au cours des sommets sur les centres de soutien à la clientèle, l'égalité femmes-hommes, l'immigration, les TI, le développement économique régional, les Autochtones, les personnes ayant un handicap et l'inclusion économique, nous avons pris connaissance de suggestions concernant la croissance du travail à domicile au Nouveau-Brunswick. Étant donné que le gouvernement souhaite aider les Néo-Brunswickois de toutes les régions de la province à avoir accès à des possibilités d'emploi et que nous avons une importante population rurale clairsemée, le travail à domicile a été désigné comme une possibilité préliminaire de croissance. Le ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail, en collaboration avec Opportunités Nouveau-Brunswick, dirige maintenant un projet qui vise à intéresser les Néo-Brunswickois à des possibilités de travail à la maison; nous prévoyons des résultats et des apprentissages avant la fin de la présente année.

Nouveaux venus dans le secteur agricole

Les participants au sommet sur l'agriculture ainsi qu'aux sommets sur l'immigration et sur l'économie verte ont parlé du besoin de nouveaux agriculteurs au Nouveau-Brunswick, tant pour reprendre des fermes qui sont prêtes pour la relève, que pour augmenter la superficie des terres productives. L'équipe du ministère de l'Agriculture, de l'Aquaculture et des Pêches a entrepris de nouvelles discussions avec l'association sectorielle, Opportunités Nouveau-Brunswick, le ministère des Finances et le ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail dans le but de déployer de plus grands efforts pour attirer et soutenir de nouveaux agriculteurs.

Possibilités dans le secteur de l'énergie

Lancement du Groupe d'innovation du réseau intelligent : le Groupe d'innovation du réseau intelligent est le fruit d'une collaboration entre Énergie NB, Siemens Canada et l'Université du Nouveau-Brunswick et il bénéficie de l'appui du gouvernement du Nouveau-Brunswick et de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique. Il offrira aux entreprises un lieu pour concevoir, mettre au point et faire l'essai des produits et des services reliés au réseau intelligent et il mettra à la disposition des entreprises en démarrage et des sociétés établies un milieu d'essai pour abattre les obstacles technologiques.

Sommet sur les possibilités relatives à l'énergie marémotrice : Opportunités Nouveau-Brunswick et le ministère de l'Énergie et des Mines ont annoncé un partenariat avec des entreprises de Saint John pour organiser le Sommet sur les possibilités relatives à l'énergie marémotrice. Ce sommet, qui a eu lieu le 27 juin 2016, a permis d'étudier les possibilités qui s'offrent aux entreprises du Nouveau-Brunswick désireuses de mener des activités dans le secteur de l'énergie marémotrice dans la baie de Fundy.

Données ouvertes

Depuis le sommet sur les TI, le gouvernement a élaboré et adopté une politique sur les données ouvertes et a adopté la licence de gouvernement ouvert, il a lancé le laboratoire numérique nb+ et il a inventorié des ensembles de données en vue de leur publication.

Cybersécurité

Au cours du sommet sur les TI, les chefs de file de l'industrie se sont entendus sur le fait que la cybersécurité est un secteur en croissance au sein des TI et ils ont dressé la liste des avantages propres au Nouveau-Brunswick dans ce domaine, notamment notre recherche de classe mondiale, nos acteurs dominants dans l'industrie, notre solide infrastructure technologique, nos profils d'employés loyaux et fiables et notre capacité éducative. Opportunités Nouveau-Brunswick a immédiatement engagé un expert-conseil pour définir cette possibilité

de façon plus détaillée avec des experts en la matière et a recruté un participant au sommet qui dirigera les activités mises sur pied pour faire croître l'économie de la cybersécurité dans la province. Le gouvernement a été mobilisé par l'entremise des ministères de l'Éducation et du Développement de la petite enfance, de l'Éducation postsecondaire et du Travail et de Service Nouveau-Brunswick afin d'aborder collectivement cette possibilité.

Tourisme

Le plan stratégique de Tourisme, Patrimoine et Culture (TPC) a aussi été révisé récemment, et les mesures se concentreront sur l'accroissement ou la prolongation de la saison touristique et l'accroissement des exportations de produits touristiques. Le ministère se chargera de mettre au point de nouveaux produits, comme une stratégie culinaire provinciale, et de prospecter de nouveaux marchés, comme le marché des croisières-expéditions et celui de la Chine. TPC s'efforce également de mieux intégrer le tourisme et la culture, en particulier les manifestations culturelles, pour offrir une expérience touristique unique en son genre.

Secteur minier

Dans la foulée de l'engagement pris par le gouvernement d'être à l'affût des économies et d'accroître l'efficacité, les ministères des Ressources naturelles et de l'Énergie et des Mines ont été fusionnés au sein du nouveau ministère de l'Énergie et du Développement des ressources. Cette fusion représente un grand jalon dans les suites à donner à de nombreuses possibilités qui se sont dégagées lors du sommet, dont les suivantes :

- Harmoniser l'administration des terres de la Couronne avec les études et les approbations de la prospection minérale et de la mise en valeur du secteur minier;
- Créer une nouvelle unité des Premières Nations et de l'engagement communautaire qui s'attachera à bâtir des relations solides avec tous les titulaires de droits et les intervenants relativement aux possibilités de mise en valeur des ressources dans le cadre de notre mandat;
- Évaluer des solutions visant à rationaliser nos programmes et nos bases de données sur l'aménagement des terres en mettant l'accent sur les secteurs qui présentent de multiples possibilités d'exploitation des ressources;
- Mettre au point une nouvelle stratégie intégrée pour le SIG (système d'information géographique) et étoffer notre collecte de données LiDAR (détection et télémétrie par ondes lumineuses) pour couvrir la plus grande partie de la province; planifier de rendre ces données accessibles au public.

Inclusion économique et sociale

Au cours de l'automne, un comité consultatif provincial sur le transport rural et urbain présentera un rapport à la Société d'inclusion économique et sociale (SIES) au sujet d'une possible stratégie provinciale sur les transports.

Il y a eu formation d'un groupe interne qui dégagera les possibilités d'appuyer la croissance de l'entreprise sociale.

Des mécanismes d'aide à la littératie financière sont en place dans le cadre des réseaux d'inclusion communautaire.

Vieillesse en santé

Développement social s'est associé à de nombreuses municipalités et collectivités, à des organisations d'intervenants ainsi qu'au projet collaboratif Vieillesse en santé. Un guide et d'autres ressources visant à promouvoir les collectivités amies des aînés ont été élaborés et un programme de reconnaissance des amis des aînés sera bientôt annoncé.

Adaptation des foyers : des discussions ont été tenues avec le gouvernement fédéral en ce qui concerne les investissements dans l'infrastructure de logements abordables dans le cadre des programmes de logements avec services pour les personnes âgées.

Para-santé : le gouvernement provincial investit 600 000 \$ pour améliorer les soins aux personnes atteintes de démence au moyen de l'usage approprié de médicaments antipsychotiques dans 15 foyers de soins

du Nouveau-Brunswick. Il s'agira de la première phase du projet collaboratif Utilisation appropriée des antipsychotiques au Nouveau-Brunswick. Ce projet sera offert à l'échelle de la province à compter de 2017.

Initiatives D'abord chez soi : plusieurs initiatives ont été mises sur pied pour soutenir les soins et les services dans la collectivité et à domicile. En voici des exemples :

Les **Services de réhabilitation et de revalidation pour les aînés** sont une initiative D'abord chez soi qui a pour objectif d'aider les personnes âgées à obtenir plus tôt leur congé de l'hôpital, à éviter l'hospitalisation ou à retarder l'admission dans les établissements résidentiels en leur offrant des services intensifs de réhabilitation et de revalidation. Ils constituent une amélioration par rapport aux services actuellement dispensés par le Programme extra-mural (PEM) et par le ministère du Développement social (MDS). Ces services intensifs à court terme sont dispensés au domicile du patient ou dans des foyers de soins spéciaux désignés. L'objectif global consiste à réhabiliter les personnes âgées de plus de 65 ans et à leur donner les moyens de demeurer dans leur propre foyer et de continuer à faire partie de leur collectivité. Ces services sont axés sur le patient et permettent de consulter directement les personnes âgées au sujet de leurs besoins, de leurs buts, de l'élaboration de leur plan de soins et de l'évaluation de leurs résultats. On prévoit que ce programme sera mis en œuvre dans les autres régions de la province en 2017-2018.

Le **Programme d'orientation au PEM par les travailleurs paramédicaux** est un projet pilote dans le cadre duquel les travailleurs paramédicaux peuvent identifier les personnes âgées à risque dans leur foyer et les orienter directement vers le PEM pour qu'elles obtiennent les soins nécessaires. Ce processus sera déployé à l'échelle de la province.

Stratégie sur les boissons et les aliments locaux

Lors des sommets sur l'agriculture, le tourisme, l'aquaculture et les pêches, ainsi que sur les Autochtones, l'inclusion économique et l'économie verte, les participants ont indiqué être en faveur d'une stratégie sur les boissons et les aliments locaux. Avec ses partenaires à AlcoolNB et TPC, le ministère de l'Agriculture, de l'Aquaculture et des Pêches a incorporé de tels points de vue dans son travail et a fait avancer la préparation de la stratégie sur les boissons et les aliments locaux en conséquence.

Transports

Le ministère des Transports et de l'Infrastructure, le ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail ainsi que l'Atlantic Provinces Trucking Association collaboreront pour organiser un dialogue à deux volets avec l'industrie du transport routier sur la pénurie de main-d'œuvre. Au cours de la première séance, les intervenants lanceront des idées au sujet de solutions possibles et ils rédigeront la version préliminaire d'un plan d'action pour régler ce problème. Le plan d'action définitif sera ensuite transmis aux dirigeants de l'industrie du transport routier au cours d'une présentation complémentaire.

Égalité femmes-hommes

Les participants au premier sommet sur l'égalité femmes-hommes ont été invités, avec d'autres parties intéressées, à une deuxième séance visant à déterminer des mesures concrètes qui accroîtront l'égalité au Nouveau-Brunswick. Cette séance a eu lieu à Moncton à la fin d'avril et elle a permis d'étudier les laboratoires d'innovation sociale comme méthode possible de cerner les inégalités entre les sexes et d'y remédier à l'avenir. Les prochaines étapes seront déterminées sous peu.

Conclusion

Au cours de l'organisation et de la tenue des 22 différents sommets qui ont eu lieu dans toute la province, chaque fois avec une diversité de participants et de ministères, nous avons dégagé quelques constantes. En premier lieu, sortir des façons de penser et des préoccupations ordinaires pour imaginer l'économie future du Nouveau-Brunswick et prévoir où la croissance pourrait avoir lieu a été une expérience chaque fois exigeante, peu importe le sujet. À chaque sommet, nous avons été témoins des difficultés qu'éprouvaient les participants aux tables à cerner les possibilités de croissance en 2040, mais nous avons constaté qu'ils trouvaient plus facile de formuler des possibilités à plus court terme, par exemple sur trois ans. Il est également devenu manifeste que même les gens qui ont une longue et riche expérience dans un domaine en particulier ne connaissent pas toutes les activités universitaires, communautaires et industrielles dans la province. À l'issue de ce processus, nous avons acquis une perspective plus exhaustive sur tous les actifs que le Nouveau-Brunswick possède en matière de potentiel de développement économique ainsi que sur leur dynamique et leur nature évolutive.

On nous a rappelé que tous les secteurs de notre économie font face à des défis, car de nombreuses discussions pendant les sommets se sont attardées sur les problèmes qui devaient être réglés, plutôt que sur les possibilités de croissance (même si les deux ne sont pas incompatibles). De nombreux programmes, systèmes et règlements imparfaits et distincts ont été signalés parce qu'ils avaient besoin d'attention, en plus des secteurs à fort potentiel de croissance économique.

Nous avons clairement constaté à quel point les Néo-Brunswickois sont passionnés, optimistes et désireux de continuer à tenir des discussions au sujet de la croissance, de venir à bout des difficultés et de travailler ensemble. Tous les sommets ont suscité, sous une forme ou une autre, des commentaires d'appréciation à l'égard du fait que les participants avaient été réunis et avaient eu l'occasion d'échanger des idées entre eux et avec le gouvernement. La richesse qui a découlé des multiples perspectives différentes (et parfois en contradiction absolue) dans chaque salle a enrichi les discussions et l'apprentissage.

En dernier lieu, nous avons à nouveau constaté la nature interconnectée de notre province, car les participants aux sommets, les idées, les thèmes et les problèmes se recoupaient d'un sommet à l'autre. Cela a aidé à faire comprendre que nous avons besoin des trois aspects du développement économique (élaboration de politiques, développement communautaire et développement des entreprises) pour nous rallier à des possibilités de croissance communes et pour maximiser les résultats de nos efforts collectifs.

En ce qui concerne les prochaines étapes, le gouvernement s'est penché sur les nombreuses possibilités de croissance formulées par les participants aux sommets à la recherche des plus prometteuses. De celles dans lesquelles nos points forts, qu'ils soient universitaires, industriels, géographiques, humains, liés aux ressources ou autres, correspondent à une demande croissante dans le marché local et le marché mondial. Là où la coordination minutieuse des politiques, des activités liées au développement des entreprises et de la participation communautaire provoquera une croissance importante. Ces possibilités seront à la base d'une nouvelle démarche de collaboration en matière de développement économique qui, à notre avis, produira de meilleurs résultats et contribuera à accroître la prospérité de tous les Néo-Brunswickois.

Sommet sur les centres de soutien à la clientèle

42 participants

Riverview

Le 24 septembre 2015

Possibilités prioritaires

Les principaux intervenants de l'industrie des centres de soutien à la clientèle ont déterminé que les possibilités suivantes seraient prioritaires au cours des trois prochaines années.

Changement de l'image du secteur – Stratégie de centre d'affaires

- Face aux pénuries de main-d'œuvre et à la difficulté d'attirer et de conserver les gens les plus talentueux, les participants avaient l'impression que l'industrie est stigmatisée, que les emplois dans les « centres d'appel » ne sont pas attrayants et que l'industrie doit faire valoir qu'elle ne se limite pas aux centres de soutien à la clientèle et qu'elle regroupe des centres d'affaires à service complet qui présentent des possibilités de croissance et de diversification. Il est possible de choisir cinq ou six centres existants et de les transformer en centres d'affaires. Promouvoir l'industrie comme un regroupement de centres d'affaires – des centres d'innovation qui règlent de « gros » problèmes et qui offrent des possibilités de carrière intéressantes tenant compte des forces de la région (c.-à-d. la technologie, le bilinguisme, les ventes, etc.).

Agents à domicile

- Une solution aux problèmes du recrutement des employés et de la revitalisation rurale au Nouveau-Brunswick. Il est possible de tirer avantage de la technologie moderne ainsi que de la demande d'employeurs et d'employés et d'établir un modèle afin que les gens puissent avoir des carrières intéressantes à domicile.

Formation et éducation

- Nous avons besoin de nouveaux modèles de formation (virtuelle, multicanaux) et d'apprentissage de compétences (leadership, langue, culture, technique), et nous avons l'occasion de travailler avec les établissements postsecondaires et d'offrir de la formation abordable au groupe d'âge des 50 ans et plus.

Rétroaction des participants

Un sondage de suivi a permis d'interroger les participants au sujet des plus grands enseignements qu'ils ont tirés de l'exercice et des aspects sur lesquels ils croyaient que le gouvernement devrait concentrer ses efforts.

« On sent une passion pour le changement dans toute l'industrie et on s'écarte des vieilles façons stoïques de faire des affaires. »

« Je félicite le premier ministre Gallant, le Conseil de l'emploi et ONB d'avoir pris cette initiative. »

« Excellent! Très bon contenu, dirigeants fabuleux comme participants, un désir réel de revigorer notre industrie. Bravo ONB! »

Où aimeriez-vous que le gouvernement concentre ses efforts?

Améliorer le modèle de service à l'industrie d'ONB

- « Conserver l'activité commerciale qui se trouve ici aujourd'hui en entretenant des relations étroites avec les hauts dirigeants dans ces organisations. »
- « Le gouvernement a besoin d'acquérir une véritable expertise en la matière dans ce secteur s'il veut bâtir une stratégie crédible à l'avenir. »
- « Se servir de la nouvelle image pour cibler des organisations plus grandes qui n'ont actuellement aucune présence au N.-B. afin qu'elles viennent s'établir au N.-B. Nous aider à collaborer avec le CCNB et les universités pour créer des programmes qui sont en harmonie avec la future embauche. »

Attirer davantage de centres

- « Accroître notre base de clients existante. Un regroupement est en train de se produire et c'est ici qu'il devrait se produire si nous avons une proposition de grande valeur. »
- « Partenariat avec les centres existants dans le cadre de possibilités ou d'initiatives pour les futurs centres d'affaires. »

Soutenir le changement d'image

- « Une culture du succès est essentielle à la santé de l'industrie. L'aide du GNB en ce qui concerne le changement d'image peut aider tous les grands acteurs au plan de la " culture ", ce qui rendra toute l'industrie plus forte. »

Soutenir le recrutement et la formation

- « Investir dans la formation pour accroître les efforts de recrutement en vue de survivre. »
- « Améliorer les techniques d'embauche – offrir de la formation linguistique. »
- « Le premier ministre a été très élégant et honnête dans ses commentaires et sa réaction. J'ai apprécié l'invitation et j'ai hâte de voir les résultats. »

Égalité femmes-hommes

45 participants

Woodstock

Le 29 septembre 2015

Possibilités prioritaires

La formule de ce sommet s'écartait de celle des autres sommets tenus partout dans la province et elle faisait appel à des démarches différentes à la recherche de résultats différents.

Les personnes invitées à cet atelier se sont penchées sur l'égalité entre les sexes, sur ses incidences pour la sécurité économique des Néo-Brunswickois ainsi que sur les moyens de remédier aux inégalités. Les participants comprenaient des femmes et des hommes de toute la province qui représentaient des secteurs, des collectivités et des intérêts différents ainsi que des personnes occupant des postes d'influence qui ont été chargées de se faire les championnes d'un changement systémique en profondeur.

Un consensus s'est dégagé parmi les participants sur le fait que le premier sommet représentait un bon début comme moyen de façonner les futures initiatives en matière d'égalité femmes-hommes. La plupart des participants ont exprimé le désir de demeurer inclus dans le processus.

Même s'il n'est pas exhaustif, le résumé qui suit regroupe les points importants qui ont été discutés, y compris les besoins et les défis que présente l'atteinte de l'égalité entre les sexes.

Sécurité économique

Généralités :

- Ont fait partie des questions discutées, l'accès aux services de garde d'enfants, les foyers monoparentaux, les soins aux personnes âgées, le système d'éducation et l'équité salariale, de meilleurs réseaux de soutien et le changement pour créer l'égalité. En ce qui concerne la réduction de la pauvreté, le logement a été ciblé comme l'un des éléments clés; les participants ont également parlé de « briser le cycle de la pauvreté grâce à une politique sur la petite enfance » et de « nous assurer que les personnes qui vivent dans la pauvreté soient invitées à participer aux prises de décisions afin d'inculquer un sentiment d'appartenance chez leurs enfants ».

Milieu de travail :

- Le *leadership* a été un thème central et il a été établi que « le ton des dirigeants » était important. Parmi les sujets discutés, mentionnons que les participants ont parlé de mettre en vitrine des profils de milieux de travail avec des organigrammes et des statistiques selon le sexe, d'éduquer les personnes occupant des postes de dirigeant (politiques et avantages sociaux favorables à la famille et à l'égalité femmes-hommes), de bâtir la confiance des jeunes femmes en veillant à ce qu'elles puissent occuper des postes de dirigeant, y compris par la commandite, et de mettre les PDG au défi de mener par l'exemple.
- Les principaux sujets abordés sous cette rubrique ont été *les pratiques et les politiques en milieu de travail*, y compris l'évaluation des pratiques courantes en matière d'embauche, la volonté d'ajuster les attentes et les comportements, l'accessibilité des programmes d'aide aux employés, l'équité salariale, la nécessité de promouvoir le talent, l'établissement de partenariats pour changer la culture interne, le travail et les choix de carrière souples, les politiques sur les congés parentaux, la conciliation travail-vie et le besoin d'aider les femmes à créer des réseaux.
- La dernière rubrique dans ce domaine a été la question *des professions dominées par les hommes ou les femmes* et des problèmes qui en découlent, tant pour les femmes que pour les hommes. Des exemples ont été discutés, notamment celui des femmes dans les métiers de la construction, où elles représentent seulement 1,6 % de l'industrie au N.-B. et où nous avons besoin d'un changement de culture, de politiques et de pratiques progressistes ainsi que de champions de l'industrie pour contribuer à changer la réalité.

Sécurité personnelle

- Pour aider à promouvoir l'égalité femmes-hommes, les femmes doivent s'entraider au lieu de toujours être en compétition, il doit y avoir du mentorat et des réseaux pour les femmes, les femmes doivent être en mesure de « vivre en sécurité dans [leur] maison » et elles doivent « se sentir à l'aise de demander de l'aide pour ce qu'elles veulent ».

Sécurité sociale

- « Nous devons consolider la confiance grâce à des politiques sociales pour les femmes venant d'un milieu difficile ». Pour assurer l'égalité femmes-hommes, nous devons « mettre l'accent sur le potentiel plutôt que sur les barrières ». La sensibilisation est essentielle; nous devons donc présenter les faits étayés par des données et de l'information. Le cas échéant, rattacher le financement aux résultats en matière d'égalité.

Diversité

- Les institutions et les professionnels des RH doivent adopter des pratiques qui appuient et qui accueillent la diversité ethnoculturelle. Ces pratiques doivent notamment remédier à la sous-représentation généralisée ainsi que dans les publications.
- Les femmes immigrantes et les femmes des minorités visibles ont un rôle à jouer et ont besoin de soutien pour participer pleinement à tous les secteurs de la société du Nouveau-Brunswick. Nous devons notamment les encourager à être autonomes à l'égard de leur propre bien-être, leur enseigner l'ouverture face aux différences dans les écoles, les éduquer sur les conséquences du profilage racial, éliminer le racisme et la discrimination et préparer la société aux changements qu'apporte la diversité.

Éducation

Les participants ont entre autres parlé d'enseigner l'éveil à l'égalité femmes-hommes dans les écoles, d'assurer un meilleur équilibre dans les programmes d'études en tenant compte des besoins de chaque sexe et d'éliminer les préjugés sexistes ainsi que de donner de l'éducation sur la sexualisation dans les campus universitaires.

Même si la séance a surtout porté sur la définition de l'égalité femmes-hommes ainsi que sur les besoins et les enjeux connexes, plusieurs solutions ont été proposées pour aider à éliminer les inégalités, y compris les suivantes :

- « Offrir de la formation. »
- « Soutien de la collectivité. »
- « Assumer nos responsabilités en tant qu'hommes – que ce soit pour notre propre comportement ou pour ceux que nous observons. »
- « Changement de culture : tolérance zéro (des comportements inappropriés). »
- « Publier les statistiques et les histoires de réussite. »
- « Changer la terminologie (le choix et l'emploi des mots). »
- « Faire participer les hommes à la résolution des enjeux. »
- « Faire participer plus d'hommes aux discussions sur l'égalité. »
- « Redéfinir la réussite pour les hommes. »
- « Remettre les stéréotypes en question. »

Rétroaction des participants

Un sondage complémentaire a donné aux participants l'occasion de faire part de leurs réflexions au sujet de la journée :

« J'ai apprécié avoir la chance de discuter d'un sujet aussi important avec des gens issus de divers milieux. »

« Il serait intéressant de tenir ce type de conversation avec des élèves du secondaire ainsi qu'avec des étudiants de l'université et du collégial. Je pense qu'il est important de semer la graine tôt pour faire comprendre que l'égalité est importante pour tous. »

« Bon rapport. Merci. Dans l'enquête sur l'égalité hommes-femmes, il serait nécessaire, de non seulement comprendre l'inégalité qui existe entre hommes-femmes mais également l'inégalité entre femmes-femmes en tenant compte de leur diversité. Je suggère également de faire « les activités » pour promouvoir l'égalité des femmes des minorités et des communautés minoritaires. Par exemple : La situation des femmes appartenant à des minorités religieuses exige-t-elle une attention particulière? / La situation des femmes appartenant à des minorités nécessite-t-elle une attention particulière? »

Qui d'autre devrions-nous inviter aux futures discussions?

- « J'ai pensé que vous aviez une bonne représentation à la dernière séance. »
- « Des personnes de couleur et de nouveaux arrivants, des femmes et des peuples autochtones, des transgenres et des gens qui entretiennent des relations non binaires (on ne peut parler d'égalité entre les " sexes " sans eux, sinon on parle de l'égalité des femmes et on fait davantage disparaître les personnes trans), les jeunes femmes! »
- « Beaucoup plus d'hommes, les patrons, ceux qui ont du pouvoir de décision. Pas les subalternes. Aussi des femmes qui ont de l'expérience dans de tels postes pour donner plus d'exemples de pratiques gagnantes et répondre aux questions, objections et excuses des premiers. »

Où aimeriez-vous que le gouvernement concentre ses efforts?

Même si cette question n'a pas été expressément posée, nous avons reçu de la rétroaction à ce sujet et nous avons inclus des exemples de besoins ainsi que des suggestions liées à l'égalité femmes-hommes ci-dessous :

- « Politique du gouvernement et soutien continu (éduquer, communiquer, légiférer). »
- « Direction du gouvernement, tout en assurant un contrôle partagé. »
- « Tenir compte du modèle du Programme de contrats fédéraux. »
- « Les obstacles bureaucratiques et sociaux empêchant les femmes de garder leur nom de famille (nous souhaitons que le premier ministre assume un rôle de premier plan). »
- « Comment les organisations non gouvernementales, le secteur sans but lucratif, le secteur public et le secteur privé peuvent-ils unir leurs efforts? »
- « Comment le premier ministre peut-il mettre chacun au défi? »
- « Mettre les PDG au défi – mener par l'exemple – exemple du talent au sein du gouvernement. »

Sommet sur l'agriculture

70 participants

Grand-Sault

Le 21 octobre 2015

Possibilités prioritaires

Les principaux intervenants du secteur de l'agriculture ont déterminé que les possibilités ci-dessous représentaient des priorités pour les trois prochaines années. Les intervenants du sommet sur l'agriculture provenaient d'horizons très diversifiés comme l'agriculture industrielle, les exploitations agricoles à petite échelle, les compagnies de transformation, les associations agricoles et des adeptes des pratiques agricoles conventionnelles et durables.

Développement des marchés

- Maximiser les possibilités du Nouveau-Brunswick dans des marchés de créneau comme les bleuets, les produits de l'érable, le houblon, les biocarburants, les grains, les pommes de terre, etc. Bien suivre l'évolution de la demande des consommateurs pour harmoniser ces possibilités de marchés de créneau afin de mettre en valeur les aliments locaux (familles, écoles et hôpitaux du N.-B.) et de profiter des marchés d'exportation. Cibler de nouvelles possibilités de marchés dans les cultures et les animaux de remplacement comme les rotations de cultures de remplacement, les biocarburants, le chanvre, la production d'abeilles, etc.

Ressources humaines

- Les participants ont suggéré de favoriser les nouveaux venus, pas uniquement dans la production, mais aussi dans les secteurs de la distribution, de la vente au détail et des aliments et boissons. Ces nouvelles initiatives devraient comprendre du mentorat et de l'apprentissage, des possibilités foncières et la planification de la relève.

Infrastructure

- Les participants ont parlé de la nécessité d'un solide réseau de transport (ferroviaire et routier) ainsi que de la commercialisation, de la transformation et de la distribution centralisées. Un réseau centralisé d'entreposage et de distribution d'aliments pourrait faire le lien entre les différentes classes d'aliments et les grands marchés ou les marchés de créneau.

Formation et perfectionnement

- Un laboratoire de jeunes entreprises novatrices en lien avec le milieu universitaire (p. ex. The Sandbox du Nova Scotia Agriculture College à Truro) pour donner des conseils sur la planification d'entreprise et la commercialisation ainsi que des avis techniques. Intégrer l'agriculture aux programmes d'études des écoles.

Rétroaction des participants

Un sondage de suivi a permis d'interroger les participants au sujet des plus grands enseignements qu'ils ont tirés de l'exercice et des aspects sur lesquels ils croyaient que le gouvernement devrait concentrer ses efforts.

« [...] Tant d'idées... Qui aidera à les mettre en pratique? Ce n'est pas uniquement le rôle du gouvernement, de la collectivité ou des entreprises, il s'agit d'une démarche conjointe faisant appel à la responsabilité et au soutien de tous les intervenants. »

« Le milieu agricole est plutôt petit au N.-B., mais il peut avoir un grand impact; plus nous créerons une vision de l'agriculture durable dans la province, plus nous aurons d'appuis pour encourager une économie agricole durable dans la province, plus nous verrons d'entreprises agricoles durables et de retombées dans notre province, qui est riche en terres, en ressources et en connaissances sur l'agriculture traditionnelle et innovatrice. »

« Notre gouvernement est à l'écoute de l'industrie et veut ses idées. J'aurais aimé voir plus d'agriculteurs dans la salle, mais je sais bien que l'espace était limité. »

Où aimeriez-vous que le gouvernement concentre ses efforts?

Répondre aux besoins des sous-secteurs

- « Nous avons besoin d'accorder une priorité équilibrée à deux volets aux deux grands secteurs : 1) l'agroentreprise; 2) la production alimentaire locale durable. Il s'agit d'une occasion de restructurer le ministère de l'Agriculture, son mandat et son rôle. À l'heure actuelle, ses employés sont pratiquement tous des administrateurs de programmes. »
- « Il existe au moins trois secteurs à l'intérieur de l'industrie agricole : les producteurs d'envergure mondiale, les petits agriculteurs commerciaux qui offrent des produits de créneau ou qui desservent les marchés régionaux et les agriculteurs débutants (jeunes et immigrants) qui ont besoin de diverses formes d'aide. »
- « Il existe deux sous-secteurs distincts dans le milieu agricole : 1) l'agroentreprise (pommes de terre, grains, produits laitiers, bœuf); 2) la production alimentaire locale (organique, à petite échelle). Seul le premier groupe crée réellement de la richesse, car il exporte sa production. L'autre secteur s'occupe de fournir des aliments locaux sains aux Néo-Brunswickois (marché du détail); cela est très admirable, mais ne crée pas de richesse du point de vue du développement économique (ce secteur la redistribue seulement). Toutefois, on pourrait faire valoir qu'il stimule les achats de Loblaw's et Sobeys, qui importent des aliments, ce qui fait en sorte que les revenus demeurent dans la province. Ces deux secteurs ne peuvent pas être bien servis par les mêmes politiques et programmes, car ils sont extrêmement différents. De plus, si on veut mettre l'accent sur le développement économique, on doit accorder la priorité à l'agroentreprise, et non à la production alimentaire locale. »

Attirer de nouveaux venus

- « 1) Attirer de nouveaux agriculteurs, surtout de jeunes Canadiens et Européens qui sont à l'aise dans ce climat, en dressant l'inventaire de toutes les terres agricoles disponibles et en créant une voie pour aider les jeunes nouveaux venus à franchir toutes les étapes du processus; 2) faire entrer dans les écoles des activités d'éducation et de sensibilisation au sujet des aliments, de l'agriculture et des carrières dans le milieu agricole en offrant de l'apprentissage par l'expérience dans des exploitations agricoles. »
- « À mon avis, les deux plus grands besoins sont les suivants : a) le N.B. a besoin de dresser un inventaire de ses bioressources (les gens et les ressources); b) une stratégie pour optimiser l'utilisation de TOUTES les bioressources terrestres de manière à maximiser les avantages pour les Néo-Brunswickois. Il manque une stratégie intégrée qui ne tiendrait pas compte des limites de chaque secteur (agriculture, santé, secteur forestier). »

Centre d'excellence et de distribution

- « J'aimerais voir le gouvernement consacrer des investissements à des changements qui aideraient les projets à petite échelle, individuels et locaux (politique sur la petite agriculture comme en Californie, système du Bac de sable), les projets d'envergure moyenne (aide à la distribution, à la recherche et au développement, etc.) et les projets de grande envergure (lien vers de nouveaux marchés internationaux de créneau). Toutefois, si je devais choisir une seule initiative, il s'agirait d'un **centre d'entreposage et de distribution pour les Maritimes** qui procurerait à tous les agriculteurs l'accès aux grands marchés s'ils le désirent. De plus, je pense que ce centre devrait avoir une autre composante chargée de la commercialisation plus locale de produits de créneau et de la création de retombées sous forme d'entreprises sociales qui utiliseraient différentes classes d'aliments. »
- « Parmi de nombreuses excellentes suggestions, la plus intéressante à mes yeux a peut-être été l'idée d'établir un centre d'excellence en agriculture. Il pourrait s'agir d'un lieu où il serait possible d'organiser et de tenir des activités de formation et d'éducation et de mettre l'information et les ressources à la portée des agriculteurs. Il pourrait rendre tant de services aux agriculteurs, de la formation technologique au soutien en cas d'urgence en passant par des conseils sur la relève et des idées pour réunir des capitaux, faire de la recherche et gérer les programmes de mentorat, etc. Nous avons besoin d'un bureau central non partisan (et relativement permanent) pour organiser et mettre en œuvre les services dont les agriculteurs du N.-B. ont besoin pour prospérer et réaliser des bénéfices. »
- « Le N.-B. peut devenir plus fort et plus résilient en soutenant les petites entreprises, y compris les exploitations agricoles familiales, dans toutes nos régions rurales. Pour y arriver, nous devons soutenir

les agriculteurs en adoptant des politiques appropriées (soutien financier, ressources éducatives, formation technique, bonne infrastructure, reconnaissance du rôle vital que jouent les femmes dans l'industrie, publicité au sujet de nos produits alimentaires locaux et du travail important que font les agriculteurs en assurant l'intendance de nos terres et de nos collectivités, etc.). Les politiques du SNC sont judicieuses, sensées et réalistes; pourrions-nous simplement les étudier et nous servir de ces idées pour cultiver une économie agricole vivante, dans l'intérêt de tous les Néo-Brunswickois. »

Réduire la bureaucratie

- « Réduire la bureaucratie, simplifier la réglementation pour faire diminuer le nombre d'obstacles au commerce interprovincial et examiner les facteurs qui empêchent les producteurs agricoles de profiter de conditions équitables par rapport à leurs homologues des provinces voisines. »

Sommet sur l'immigration

70 participants

Riverview

Le 22 octobre 2015

Possibilités prioritaires

Services aux entreprises et centres culturels pour le réseautage et le mentorat

- Continuer à soutenir les centres et les initiatives comme le PMEI et la Ruche dans toutes les régions de la province. Ils peuvent offrir des possibilités d'incubation et de mentorat, faire la liaison avec le gouvernement, contribuer au maintien des immigrants et au réseautage ainsi que promouvoir la collaboration intersectorielle.

Recrutement

- Tenir compte de la dynamique de l'industrie locale et des postes vacants dans le marché local pour guider les politiques sur l'immigration en matière de recrutement.

Appariement des immigrants avec les possibilités d'affaire et d'emploi

- Coordonner les visions régionales (rurales et urbaines) et les offres de créneau avec la stratégie de recrutement pour mettre en contact les entrepreneurs nouveaux venus avec des propriétaires d'entreprises locales qui cherchent à vendre leur entreprise ou leur exploitation agricole (relève) et pour aider les entreprises qui cherchent des employés (recruter en fonction des compétences particulières qui manquent aux industries).
- Accent sur l'investissement en agençant les investisseurs avec les possibilités, en agençant mieux les investisseurs avec les ressources et les possibilités de développement pertinentes et en appariant les investissements multiples dans des pratiques commerciales communes.

Conservation des étudiants internationaux

- « La valorisation des acquis (des diplômes), encourager la rétention des étudiants internationaux par l'entrepreneuriat, ce qui veut dire que le projet pilote de TME à UNB soit universel dans la province sinon accorder un pilote aux étudiants francophones à l'UDEM (sic) pour des principes de parité. Se donner l'exemple en tant qu'institution gouvernementale en étant inclusif au niveau des embauches et au niveau d'accorder aux immigrants le droit d'accéder aux postes de responsabilités au sein de la fonction publique provinciale. Développer une politique sur l'immigration inclusive qui vise à encourager les immigrants à se lancer en politique, vote (sic) au niveau des élections municipales et accéder aux conseils d'administration. »
- Accroître l'intégration des étudiants internationaux au sein des entreprises et des organismes communautaires du Nouveau-Brunswick et orienter nos étudiants internationaux par rapport aux possibilités et à la vision de la province.
- Éduquer les employeurs sur la réglementation en matière d'immigration qui est applicable aux étudiants internationaux.

Expansion des exportations

- Tirer profit des nouveaux accords commerciaux (AECG) pour attirer davantage d'investissements directs de l'étranger. Travailler avec les nouveaux arrivants qui ont une expérience internationale pour soutenir les exportateurs locaux et les aider à pénétrer de nouveaux marchés.

Reconnaître les titres de compétence étrangers

- S'efforcer de réduire les obstacles provinciaux et fédéraux qui nuisent à la reconnaissance des titres de compétence étrangers pour permettre aux nouveaux arrivants de travailler et de contribuer à leur domaine d'expertise.

Formation à la sensibilisation culturelle pour la population en général

- Enseigner la sensibilisation culturelle dans le cadre des programmes d'études des écoles et de campagnes publiques de sensibilisation du public pour aider la population à mieux comprendre et à mieux accueillir les nouveaux arrivants.

Immigration des francophones

- Rétention des étudiants internationaux tant du côté francophone qu'anglophone, faire davantage d'efforts pour attirer, retenir les francophones ou francophiles.

Rétroaction des participants

Un sondage de suivi a permis d'interroger les participants au sujet des plus grands enseignements qu'ils ont tirés de l'exercice et des aspects sur lesquels ils croyaient que le gouvernement devrait concentrer ses efforts.

« Le Nouveau-Brunswick semble finalement s'être engagé envers l'immigration et paraît prêt à passer à l'action. »

« On trouve tellement de gens extraordinaires dans cette province qui s'efforcent d'en faire un endroit formidable où les nouveaux arrivants pourront vivre et travailler. Il a été encourageant de voir tant de gens participer à la discussion et s'engager à travailler sur des possibilités pour les immigrants économiques de notre province. »

« La volonté du gouvernement de prendre le dossier de l'immigration au sérieux et développer une politique inclusive qui garantit la contribution de chacun et permet aux immigrants de prendre leur place dans les communautés "à leur juste valeur". »

Où aimeriez-vous que le gouvernement concentre ses efforts?

Collaboration intergouvernementale

- « Coordonner l'élaboration d'une nouvelle façon de procéder en matière d'immigration pour les provinces de l'Atlantique afin d'exercer une certaine influence auprès du gouvernement fédéral. »
- « Collaborer avec le gouvernement fédéral pour offrir davantage de places au N.-B. et accroître l'aide à l'établissement. »
- « Le gouvernement provincial doit s'associer aux municipalités, là où les immigrants s'établissent. »
- « Collaborer avec les municipalités, se concentrer sur le pouvoir d'attraction de secteurs précis à faible revenu et à revenu élevé et travailler avec les villes et les organismes d'aide à l'établissement pour offrir du soutien. »
- « Devenir la première province au Canada à donner aux résidents permanents le droit de vote aux scrutins municipaux. »

Entrepreneurs immigrants

- « Rétablir intégralement le budget de la Ruche et du PMEI. Toutefois, nous devons offrir une programmation uniforme partout dans la province et certaines villes n'arrivent pas à dispenser tous les services. Il est littéralement impossible de répondre aux besoins de nos investisseurs à l'aide d'un seul directeur-coordonnateur à temps plein dans les régions, en particulier à Fredericton, Moncton et Saint John. »
- « Accepter davantage d'entrepreneurs immigrants dans la province. En réalité, trop de baby-boomers veulent prendre leur retraite, mais il n'existe pas de plan de relève. »
- « Idéalement, j'aimerais qu'on accorde une plus grande importance à la nécessité de faire en sorte que les entrepreneurs immigrants aient des plans d'affaires solides et viables quand ils arrivent au N.-B. À l'heure actuelle, beaucoup de nouveaux venus arrivent au N.-B. avec des plans d'affaires qui peuvent ne pas être viables dans leur nouveau milieu, dont les résidents de la collectivité n'ont peut-être pas besoin ou ne veulent pas et qui peuvent finir par échouer. Si les entrepreneurs immigrants arrivent dans la province avec un plan d'affaires étoffé qui est viable dans leur nouveau milieu, ils seront plus susceptibles de réussir en affaires, d'être membres à part entière de leur collectivité et de demeurer au Nouveau-Brunswick. »

Sommet sur les TI

70 participants

Fredericton

Le 3 novembre 2015

Possibilités prioritaires

Éducation

Les participants se sont passionnés pour la révolution de l'éducation vers l'excellence de la maternelle à la 12e année et dans les établissements d'enseignement postsecondaire, laquelle vise à faire en sorte que les élèves et les étudiants deviennent des créateurs de possibilités (et non des chercheurs d'emploi), y compris l'éducation conçue en fonction d'un but, l'apprentissage par l'expérience, l'encodage ainsi que l'harmonisation de l'éducation, du talent et de la formation.

Cybergouvernement

Optimisation de la prise de décisions au gouvernement afin de mieux soutenir l'innovation ainsi que la recherche et le développement; accroître la tolérance au risque pour appuyer ces processus allégés; gouvernement ouvert, gouvernement numérique, données ouvertes, laboratoire numérique de la province intelligente et création de solutions dans une société numérique.

Cybersécurité

Solutions de cybersécurité et centre d'excellence et d'opérations en cybersécurité.

Réseau intelligent

Efficacité énergétique, gestion et solutions du réseau intelligent.

Données massives

Données et mesures fondées sur les solutions (données massives, Internet des objets, analyse).

Santé électronique

Solutions pour transformer la santé.

Soutien de l'écosystème

Régime fiscal propice à l'innovation et à l'incubation d'un nombre accru d'entreprises en démarrage. Moyens d'accéder à de nouveaux capitaux pour aider à développer des entreprises en démarrage dans des entreprises existantes.

Idées axées sur un secteur donné

Mettre l'accent sur les principaux secteurs et investissements (gestion de l'eau, bioproduits et fibre ligneuse, fabrication intelligente, technologie portable, robotique, intelligence artificielle) ou innover dans des secteurs clés à l'aide de laboratoires vivants dans les secteurs traditionnels.

Rétroaction des participants

Un sondage de suivi a permis d'interroger les participants au sujet des plus grands enseignements qu'ils ont tirés de l'exercice et des aspects sur lesquels ils croyaient que le gouvernement devrait concentrer ses efforts.

« Proclamer que le N.-B. deviendra le premier État ou la première province numérisé en Amérique du Nord. »

« Des capacités en matière d'informatique quantique pour soutenir les données massives et la cybersécurité pourraient faire la différence pour le N.-B. si on agit à très court terme. Le gouvernement financerait l'infrastructure, TechImpact dirigerait la collaboration. »

« Même s'il a été très bon d'avoir une interaction et une discussion avec un groupe élargi, il semble que tout le monde tienne la même conversation, mais que personne n'agisse sur les issues, l'exécution et les résultats. »

« C'est une bonne idée d'apprendre l'encodage à l'école, mais la réforme de l'éducation ne devrait pas avoir pour seul but de répondre aux besoins de main-d'œuvre. L'éducation a pour objet de développer des penseurs solides et diversifiés qui sont adaptables et qui peuvent réfléchir de manière critique. »

« Engagement du premier ministre et du GNB envers l'innovation. »

« Je suis encouragé de voir que les bonnes mesures sont prises pour faire de nous un chef de file de l'industrie des TI. »

Où aimeriez-vous que le gouvernement concentre ses efforts?

Éducation

- « Éducation – encodage de la maternelle à la 12e année, aide aux sciences informatiques au niveau postsecondaire, mesures d'incitation et de promotion pour les étudiants, commercialisation et stratégie de marque. »
- « 1) Enseignement des TI pour former une main-d'œuvre compétente; 2) innovation et entrepreneuriat; 3) faire de l'enseignement des TI une partie permanente du programme, de la maternelle à la 12e année. »
- « S'inspirer du laboratoire médiatique du MIT et de l'Institut Hexagram à Concordia. Dhirendra Shukla, de l'UNB, est également sur la bonne piste. Concevoir un cadre interdisciplinaire dans les universités pour rendre possibles des innovations plus diversifiées. Nous avons besoin de résolveurs de problèmes qui sont adeptes de la pensée latérale. Offrir de l'aide pour prolonger le travail dans le milieu professionnel après l'obtention du diplôme. »

Mettre l'accent sur les possibilités

- Données massives, cybersécurité, réseau intelligent, cybergouvernement, santé électronique.
- « La cybersécurité a énormément de potentiel, l'analyse des données, la fabrication intelligente liée à la fabrication de pointe dans une démarche multidisciplinaire. »
- « L'avenir est dans les données : d'où viennent-elles et comment les gérons-nous pour offrir de la valeur aux consommateurs de tous les horizons, au gouvernement, etc. Je veux nous voir collaborer dès que possible. Travaillons avec l'industrie pour nous concentrer sur la création et le soutien d'une grappe de cybersécurité menée par l'industrie (attachée à protéger les données et à assurer leur intégrité), soutenue par un écosystème qui regroupe tous les ordres de gouvernement, l'industrie, le milieu de l'éducation et un réseau plus vaste au-delà de notre région. Nous devons établir la vision selon laquelle le N.-B. est l'endroit où on doit se trouver si on veut travailler en cybersécurité. »

Aide financière

- « Travailler avec des gestionnaires de fonds privés pour mettre sur pied un fonds d'investissement dans les entreprises en démarrage à l'extérieur du gouvernement. »
- « Aide financière aux PME en démarrage et en expansion. »
- « Trouver et soutenir des compagnies exportatrices de TI en forte croissance pour qu'elles passent d'une valeur supérieure à 15 millions de dollars à une valeur de 100 millions de dollars. »
- « Davantage de mises de fonds pour les entreprises naissantes et existantes qui s'efforcent d'innover au N.-B. et ailleurs. »
- La création du crédit d'impôt (basé sur le programme du CDAE de la province du Québec) serait une situation gagnante pour tous.

Autres

- « Des processus simplifiés, une prise de décisions simplifiée, une augmentation de la tolérance pour le risque (pas de risque = pas d'innovation). »
- « Une meilleure coordination de la commercialisation pour les chercheurs et l'établissement des priorités de recherche en fonction des créneaux du N.-B. »
- « Faciliter les déplacements à l'extérieur du pays; inviter des gens de l'extérieur pour bénéficier des idées et de l'inspiration venues d'ailleurs. »

Sommet sur les possibilités pour les secteurs de l'aquaculture et des pêches

40 participants

Shediac

Le 5 novembre 2015

Possibilités prioritaires

Infrastructure

Une meilleure infrastructure en vue de l'amélioration du transport, du traitement et de la productivité.

Stratégie sur la main-d'œuvre

Une plus grande utilisation de la technologie afin de diminuer la dépendance envers les travailleurs afin de pourvoir des postes difficiles à combler. Une meilleure communication sur les possibilités de carrière offertes par l'industrie. Rehausser le plafond alloué par le PCP actuel et réformer le Programme des travailleurs étrangers afin de régler la question des pêches et de l'aquaculture saisonnières.

Valeur ajoutée

Traiter les produits de manière à ce qu'ils soient plus conviviaux pour les marchés de consommation. Mieux renseigner les consommateurs du monde au sujet de la qualité des produits du Nouveau-Brunswick. Utiliser 100 % des produits de la mer grâce au développement de sous-produits et à l'aide d'une méthode sans gaspillage (règlements, recherches et études de marché).

Gestion des ressources

Il est important de protéger la santé des eaux et des populations de poissons à l'aide d'une politique, de lois et d'une affectation qui conviennent. Envisager la stabilisation des pêches lucratives : empoissonnement, recherche et développement et prédation.

Croissance d'industries particulières

Les participants ont pu constater les possibilités offertes par diverses industries, notamment celles des huîtres, des sébastes, des merluches, des bars d'Amérique, des phoques, des anguilles et des algues (sauvages).

Marchés et exportation

Cibler les marchés pour la vente de produits de qualité et favoriser la conclusion d'AECG et transatlantique.

Rétroaction des participants

Dans un sondage de suivi, on a demandé aux participants de mentionner les éléments les plus importants qu'ils avaient retenus et les domaines vers lesquels, à leur avis, le gouvernement devrait diriger ses efforts.

« Le gouvernement est intéressé au développement responsable de ce secteur. »

« La plupart des participants avaient les mêmes exigences quant aux possibilités économiques viables et les conditions de la réussite ont été élargies; elles comprennent désormais la main-d'œuvre, un nom de marque s'appuyant sur des antécédents, l'ajout d'une valeur ajoutée supérieure, l'automatisation, la logistique clés en main, une qualité élevée et un traitement secondaire plus important. »

« Bien des gens sont intéressés à ce que les pêches soient davantage axées sur la science et fassent moins appel à des certificateurs tiers pour l'établissement et l'application des normes. »

« La volonté du secteur à collaborer et les intérêts envers les problèmes des autres. »

« Nous estimons que ce fut très positif et que vous offrez un soutien afin d'apporter de réels changements qui vont toucher les entrepreneurs de l'industrie des fruits de mer, non

seulement pour survivre, mais également pour se développer en fonction des prochaines étapes des accords commerciaux. »

« Quelle possibilité prévaut, au Nouveau-Brunswick, d'augmentation des exportations de fruits de mer sur le marché international, ailleurs qu'aux États-Unis. »

Quels sont, selon vous, les domaines vers lesquels le gouvernement devrait diriger ses efforts?

Réglementation

- « Je souhaite que le gouvernement mette l'accent sur la gouvernance responsable. Le problème du secteur des pêches a trait au fait que les ressources, autrement dit les poissons et le milieu marin, relèvent du gouvernement fédéral. Ainsi, la province doit plaider énergiquement en faveur d'une utilisation responsable qui consiste à ne pas récolter trop de poissons, afin que le stock puisse se reconstituer. »

Emploi

- « Questions réglementaires et liées à l'emploi »

Infrastructure

- « Une infrastructure qui permet un accès aux nouveaux marchés, notamment des entrepôts frigorifiques, des gares de marchandises pour les expéditions par la voie des airs et par mer. De plus, j'appuie sans réserve la collaboration entre le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard qui vise à faire la promotion de nos fruits de mer. Il me semble que les produits de la mer du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard sont les mêmes; il s'agit avant tout de cibler les mêmes consommateurs! »

Valeur ajoutée et soutien du marché

- « J'estime qu'il faut effectuer des recherches et un développement culinaires, car différentes personnes ont mentionné que l'ajout de produits à valeur ajoutée aux portefeuilles actuels favorisera la croissance de l'industrie. En outre, de nombreuses études de marché doivent être réalisées afin de déterminer si la demande est au rendez-vous, dans le but d'éviter que des produits soient développés sans qu'il y ait de marché où les écouler. Le gouvernement doit offrir des renseignements sur les études de marché ainsi qu'encourager et promouvoir les investissements dans un centre de recherche et de développement culinaires. »

Sommet sur le développement des régions

160 participants

Miramichi

Les 13 et 14 novembre 2015

REMARQUE : Le Sommet sur le développement des régions a été organisé par nos partenaires de l'Association francophone des municipalités et l'Union des municipalités. Des fonctionnaires du gouvernement y ont assisté, ont écouté les débats attentivement, et y ont participé. Les informations présentées ci-dessous ont été tirées du rapport sur le « développement des régions » préparé après le Sommet.

Possibilités prioritaires

Une nouvelle *Loi sur les municipalités*

- Les participants au Sommet étaient d'avis qu'une nouvelle *Loi sur les municipalités*, bien qu'elle ne constitue pas directement une occasion de développement économique, entraînerait l'épanouissement de collectivités plus grandes, plus dynamiques, et aussi mieux gérées et mieux financées. Une telle évolution à son tour jetterait les bases stables du développement local. Bien que le Nouveau-Brunswick soit regardé comme une province plutôt rurale, les participants ont reconnu l'importance de la taille des collectivités dans le développement économique moderne.

Un rôle actif pour les collectivités dans le développement économique

- Les participants au Sommet ont reconnu l'existence de plusieurs organisations de développement économique dans la province ainsi que le succès que celles-ci atteignaient; cependant, les participants pensaient que leurs collectivités respectives ne s'engageaient pas avec ces organisations, le processus général de développement économique ou l'élaboration des orientations économiques stratégiques. Ils n'étaient pas certains de leur rôle ni de celui des différentes organisations de développement économique dans la province.
- La majorité des participants estimaient qu'ils devraient participer activement à l'élaboration d'une stratégie de développement économique et à sa mise en œuvre. Ils ont reconnu également le « tableau flou des intervenants », et ne voulaient donc pas ajouter une autre couche de bureaucratie.

Une alliance entre les territoires urbains et ruraux

- Bien que le Nouveau-Brunswick soit censé être une province rurale, la majorité de ses résidents ruraux vivent tout près de villes grandes ou petites. On estimait qu'on pourrait tirer parti de cette distribution des peuplements si l'on adaptait l'approche basée sur des sphères d'influence économiques.

Relations entre le gouvernement provincial et les gouvernements municipaux

- Les participants ont fait remarquer que la relation entre les deux ordres de gouvernement, qui est parfois marquée par la confrontation, figurait souvent dans les débats sur le développement économique. Si, à un moment donné, la relation entre les deux parties était marquée par un manque de coopération, cette réalité trouvait son reflet également dans la relation en matière de développement économique.

Participation des leaders locaux au développement économique

- Tous les ordres de gouvernement local désirent participer davantage au développement économique, et veulent que les rôles et les responsabilités de chaque ordre de gouvernement soient éclaircis. Les participants ont donc recommandé la création d'un nouveau modèle de développement économique basé sur le leadership et l'engagement régionaux et locaux.

Rétroaction des participants

Aucune rétroaction n'a été signalée dans le rapport final.

Quels sont, selon vous, les domaines vers lesquels le gouvernement devrait diriger ses efforts?

Gouvernance et capacité des collectivités

- Établir une coentreprise entre le gouvernement provincial et les collectivités afin d'établir des limites municipales ou de compétences.
- Égaliser les niveaux de service et d'imposition entre les municipalités et les districts de service local.
- Finaliser une nouvelle *Loi sur les municipalités*.

Rôles et responsabilités en matière de développement économique

- Établir un nouveau groupe de travail pour créer un nouveau modèle de développement économique basé sur le leadership et l'engagement régionaux et locaux.
- Modifier la *Loi sur la prestation de services régionaux* afin de permettre aux commissions de services régionaux de s'engager dans le développement économique à un niveau régional, et ce, de manière officielle.

Synchronicité urbaine et rurale

- Mettre au point un modèle de partage des impôts fonciers dans lequel les collectivités auraient leur part des impôts fonciers prélevés sur les actifs provinciaux.
- Entreprendre un exercice de planification des loisirs afin de créer un inventaire des ressources sportives, culturelles (y compris des festivals et d'autres manifestations) et des loisirs, les évaluer, et élaborer des modèles de financement de remplacement.
- Créer un plan de développement régional pour chaque région.
- Appuyer la mise en œuvre du plan de développement régional par les commissions de services régionaux.

Mobilisation et engagement des collectivités

- Établir un comité permanent du développement régional où les commissions de services régionaux aideraient et conseilleraient le gouvernement provincial concernant le développement économique.
- Mettre en œuvre des processus pour encourager les jeunes à participer davantage au leadership civique et aux activités d'entrepreneuriat.

Relations entre gouvernements

- Appuyer les commissions de services régionaux en élaborant des politiques pour accroître la coopération entre les gens, le partage des pratiques exemplaires, le soutien et le progrès.
- Créer un conseil municipal provincial pour surveiller la mise en œuvre des recommandations du rapport du Sommet sur le développement des régions.
- Établir un protocole que le gouvernement du Nouveau-Brunswick suivrait pour aviser une municipalité ou un district de service local de son intention d'enlever, de rajuster ou de déménager un service provincial fourni localement ou d'y apporter toute autre modification importante.

Sommet sur le tourisme

60 participants

St. Andrews

Le 19 novembre 2015

Possibilités prioritaires

Développement des marchés, de nouveaux produits et de nouvelles expériences

- Développer des opportunités de marché à créneaux. Devenons connus en offrant quelque chose de précis à des groupes d'intérêts spéciaux. Développer des forfaits d'expérience. Promouvoir des produits locaux de qualité. Devenir une destination quatre saisons prisée. Revitaliser les attractions phares (sentier Fundy). Tourisme local authentique.

Ambassadeurs locaux du tourisme

- Tirer profit du vieillissement de la population en vue de devenir la province des conteurs (incluant les trois cultures et plus). Créer des programmes interprovinciaux d'échange pour la jeunesse en vue d'édifier des ambassadeurs pour notre futur. Des programmes de formation pour développer un réseau d'ambassadeurs du tourisme (service et connaissance). Développer une culture de fierté de choix chez les Néo-Brunswickois.

Marketing innovateur

- De nombreux participants encouragent le gouvernement à mettre en œuvre un Fonds de promotion du tourisme (FPT).
- Diriger la commercialisation vers des gens qui viennent déjà dans la province (c.-à-d. des navires de croisière, des conventions, etc.). Chaque produit fait au Nouveau-Brunswick étiqueté sous la marque de commerce du Nouveau-Brunswick. Amener le marketing imprimé aux technologies intelligentes et aux médias sociaux. Marketing annuel.

Se servir de la technologie pour tirer avantage du développement du tourisme

- Développer et améliorer les réseaux cellulaires et Wi-Fi à l'échelle de la province afin que les touristes puissent accéder à la technologie.

Air et transport

- Des aéroports avec plus de correspondances internationales

Mettre l'accent sur des événements

- Soutenir les festivals et les événements
- Accroître la visibilité des événements

Rétroaction des participants

Dans un sondage de suivi, on a demandé aux participants de mentionner les éléments les plus importants qu'ils avaient retenus et les domaines vers lesquels, à leur avis, le gouvernement devrait diriger ses efforts.

« Accroître notre industrie du tourisme grâce à tous nos exploitants et au gouvernement de travailler ensemble en vue de créer une fierté de nos produits de notre province et de nos gens. Je suis NB! Demander à nos employés de partager leur amour de la province afin d'aider chacun de nous à devenir de meilleurs ambassadeurs. »

« Réseauter avec d'autres professionnels du tourisme et concevoir des idées pratiques pour le futur. »

« Nous parlons encore des mêmes défis et de la même liste de souhaits que nous avons il y a dix ans, il n'y a eu aucun changement parce qu'il n'y a aucun plan d'action. Je suis content que le premier ministre soit direct et franc sur ses préoccupations au sujet du FPT »

« L'économie du partage s'en vient... il est temps de l'adopter! »

« Il faut que nous travaillions comme une seule province, comme une seule équipe, peu importe pour qui nous travaillons! »

Quels sont, selon vous, les domaines vers lesquels le gouvernement devrait diriger ses efforts?

Le marketing par l'entremise d'ambassadeurs du tourisme / Raconter notre histoire du Nouveau-Brunswick

- « Il y a plusieurs secteurs importants qui doivent être développés, tels qu'une meilleure stratégie de transport, essayer d'avoir des employés de première ligne devenir des ambassadeurs provinciaux (promouvoir ou au moins connaître la province), être plus unis et travailler de concert, une technologie compétitive avec accès Web, le programme Interception (pour les visiteurs et les résidents locaux). »
- « Formation d'ambassadeurs du tourisme : Comment vendre notre province en la connaissant à fond et tout ce qui a trait au tourisme local. »
- « Une campagne publique intérieure et de l'industrie qui nous vend notre histoire collective du Nouveau-Brunswick, de sorte que nous puissions tous devenir de meilleurs ambassadeurs et conteurs en plus de créer un lieu commun, une communauté et une expérience commune qui nous touchent au lieu d'une campagne de marketing fabriquée, mais plutôt une campagne qui attirerait les visiteurs à venir ici, à rester plus longtemps, à venir vivre ici... tel que Klassen l'a laissé entendre. »
- « Campagne de marketing [I am NB. Je suis NB] (médias sociaux et télévision) »

Marchés à créneaux

- « Accroître l'offre d'expériences au cœur de la nature et de valeur ajoutée à nos produits locaux (pourvoiries, VTT, chasse et pêche, infrastructures similaires à celles du Québec et du Maine, programme d'appui au développement de nouvelles tendances). »

Coordination

- « Nous pouvons faire beaucoup sans avoir à trop dépenser. Nous avons besoin que le gouvernement coopère avec les exploitants touristiques du N.-B. existants qui travaillent déjà à développer notre tourisme. Nous avons besoin d'une plus grande coordination au sein de nos exploitants et notre gouvernement peut agir à titre de catalyseur. »
- « Être plus unis et travailler de concert »

Sommet sur l'industrie de la fabrication de pointe

50 participants

Belledune

Le 10 novembre 2015

Possibilités prioritaires

Sensibilisation intraprovinciale – Comment faire pour mieux nous connaître?

- Durant le sommet, on a établi que les possibilités sont nombreuses pour que les fabricants fassent plus d'affaires entre eux (c'est-à-dire faire en sorte que la production demeure en plus grande partie au Nouveau-Brunswick). L'industrie estime qu'il importe de faire connaître le secteur et de favoriser la collaboration. Le gouvernement peut mettre en place une ambiance qui incite au réseautage (par exemple à l'aide d'incitatifs fiscaux liés au recours à des fournisseurs locaux). Les communications entre les entreprises et les associations de la province peuvent être améliorées et on doit favoriser l'établissement de partenariats, le partage de sous-sections de contrat et le développement du réseau intraprovincial.

Développement de produits

- Innovation proactive, en grappe et ciblée, à l'appui de la mobilisation, des processus de développement et de l'équipement qui peut être exporté.

Reconstitution de la marque « Nouveau-Brunswick »

- Connaissance et promotion de la valeur que nous offrons afin d'attirer des gens; tirer avantage du lieu géographique local.

Création de parcours de vente et de distribution

- Mettre en place de nouveaux parcours de vente et de distribution. Tirer avantage du contenu des politiques sur l'immigration. Une plus grande initiative du gouvernement afin de trouver des créneaux.

Marchés d'exportation

- Il s'agit d'utiliser le marché américain à notre avantage, à court terme; grâce au taux de change, nous pouvons tenter une nouvelle entrée sur ce marché. Travailler avec les pays en développement (développement, construction d'infrastructures).

Outils appuyant la collaboration – Comment allons-nous collaborer?

- Fabriquer des produits de plus grande valeur et de meilleure qualité. Cerner les créneaux et prendre des risques. Valeur ajoutée – transformation secondaire la plus près possible d'un produit final.

Plus grande valeur tirée des ressources naturelles

- Développer les ressources naturelles, plus grande valeur ajoutée.

Rétroaction des participants

Dans un sondage de suivi, on a demandé aux participants de mentionner les éléments les plus importants qu'ils avaient retenus et les domaines vers lesquels, à leur avis, le gouvernement devrait diriger ses efforts.

« Base de données sur les fabricants et les services. Nous avons discuté de ce point à plusieurs reprises, mais rien n'a été fait. Nous pouvons et nous devons faire affaire avec les autres, mais nos activités sont cloisonnées. Il serait préférable d'agir autrement. »

« On s'attend trop à ce que le gouvernement assure la réussite de l'industrie du Nouveau-Brunswick. »

« Le point principal a trait au fait que plusieurs réunions sont prévues en vue d'un suivi avec d'autres participations et d'une collaboration. »

Quels sont, selon vous, les domaines vers lesquels le gouvernement devrait diriger ses efforts?

Développement de marchés d'exportation

- « Appui du gouvernement par l'offre de mesures incitatives aux fabricants du Nouveau-Brunswick afin qu'ils achètent des produits locaux (N.-B.). Accroître le nombre de possibilités d'exportation en offrant des fonds aux fabricants afin qu'ils puissent accroître leurs ventes et améliorer leur marketing. »
- « Appuyer le développement de marchés et la capacité d'exporter. »
- « Remettre l'accent sur les marchés ciblés et offrir une aide financière au marketing. En raison de l'économie mondiale, le Nouveau-Brunswick doit déboursier plus pour développer des marchés. »
- « Offrir une aide directe au développement de marchés d'exportation, à l'aide d'agents de l'exportation et du versement d'une aide financière aux entreprises exportatrices. »

Éducation et formation

- « Éducation postsecondaire »
- « Adjoindre les collèges communautaires à la stratégie. »

Développement des ressources

- « Développer les ressources naturelles tout en veillant à ce que des processus à valeur ajoutée soient en place. »

Sommet sur les questions touchant les personnes handicapées

50 participants

Fredericton

Le 3 décembre 2015

Le mode de présentation de ce Sommet diffère de ce qui a servi ailleurs dans la province et comprenait des approches différentes ainsi que d'autres résultats voulus.

Possibilités prioritaires

Un certain nombre d'industries spécifiques ont été relevées par les participants, en raison de leur grand potentiel pour l'embauche de personnes handicapées, notamment celles-ci :

- Tourisme
- Services pour les aînés
- Soins de santé
- Services de loisir
- TI
- Métiers
- Centres de contacts, à domicile, tels les services financiers et d'assurance
- Fabrication
- Menuiserie
- Boulangerie et production alimentaire
- Artisanat et production artistique
- Production de manuels
- Décoration
- Spectacle
- Rédaction et révision
- Saisie de données
- Codage
- Communications
- Services Web
- Planification du projet
- Traduction
- Surveillance des médias
- Développement et essais de logiciels
- Jeu en ligne
- Culture maraîchère et de fines herbes, avec des ventes locales

Rétroaction des participants

Les remarques des participants, formulées lors du Sommet, ont été regroupées en cinq piliers clés du cadre de croissance économique du GNB, à savoir Personnes, Innovation, Capital, Infrastructure et Gouvernement agile.

Personnes

- Développer les communications pour l'ensemble de la province et élaborer un plan de participation, le tout conçu pour changer les attitudes face à l'emploi de personnes handicapées, reconnaître les réussites, trouver des champions et chefs du N.-B., obtenir des témoignages, puis trouver des arguments pour embaucher des personnes handicapées. Cela comprendrait aussi dresser, tenir à jour et faire connaître un inventaire provincial complet des services pour les personnes handicapées. De nombreuses personnes handicapées seraient alors fortement encouragées et croiraient davantage qu'elles aussi peuvent être embauchées si des outils adéquats sont offerts.
- Un peu comme pour le premier point, il est nécessaire de mieux éliminer toute stigmatisation associée à l'embauche d'une personne handicapée. Il faudrait y parvenir par un programme de formation servant à sensibiliser et à conscientiser les employeurs, le gouvernement, d'autres travailleurs, les personnes handicapées et leurs parents.
- Il est reconnu que les parents sont extrêmement importants lorsqu'une personne handicapée cherche un emploi. Des soutiens spécifiques pour les parents de telles personnes doivent être améliorés, et les parents ont besoin de tout l'encouragement et de toute l'aide possible, afin d'aider leur enfant handicapé à trouver et à conserver un emploi.
- Un facteur important pour les personnes handicapées est la souplesse dans leurs heures de travail, qu'il s'agisse d'emplois à temps partiel ou à temps plein. Lorsqu'il s'agit de concevoir un emploi pour une personne handicapée, il est crucial que l'employeur pose des questions à ce sujet et soit ouvert à quelqu'un qui travaille moins qu'une semaine normale de travail; il faut aussi qu'il soit prêt à vérifier régulièrement auprès de cet employé si cet arrangement est encore viable.
- Face à tout projet provincial futur d'emploi de personnes handicapées, le gouvernement et les entreprises doivent s'engager à augmenter le nombre effectif des personnes handicapées qui sont employées. Cette hausse doit être régulière si elle est lente. Il faudra aussi obtenir de meilleures données du Nouveau-Brunswick à propos des emplois pour les personnes handicapées.

Innovation

- Les transitions pour les personnes handicapées sont très difficiles et d'une importance cruciale. Il faut améliorer l'aide à la transition scolaire vers l'éducation postsecondaire et, ensuite, vers l'emploi, afin d'augmenter le nombre de personnes handicapées qui cherchent et conservent un emploi.
- De même, l'aide à la transition et la concentration sur l'orientation sont déterminantes. Pour ce soutien, il faut une approche de personne à personne, plus humaine, que ce qui est offert aujourd'hui, que des gestionnaires de cas/conseillers en orientation professionnels comblent l'écart qui existe entre une personne handicapée et les employeurs. Compte tenu du fait qu'il n'y a pas de « solution passe-partout », ce soutien en orientation, avec une touche plus humaine, doit être beaucoup plus une affaire d'encadrement, comportant des approches pratiques pour l'établissement des relations et pour assurer un emploi rémunéré utile.
- Un principe de base des services à la personne est que les déficits soient abordés en misant sur les atouts le plus tôt possible. N'importe quel programme de soutien pour personne handicapée doit partir de cette prémisse.
- Le soutien d'un programme servant à élargir l'emploi doit par sa nature être permanent et souple.
- Les soutiens améliorés de l'emploi et destinés aux personnes handicapées doivent aussi comprendre de meilleurs accommodements et options pour le travail à domicile.
- La formation en langue seconde pour les personnes et les élèves handicapés doit être amplifiée et améliorée, en vue d'accroître le niveau de l'emploi au Nouveau-Brunswick.
- Les admissions spéciales au CCNB/NBCC peuvent augmenter afin que les personnes handicapées acquièrent les habiletés et les outils nécessaires à l'emploi.

- Les collectivités rurales et leurs habitants handicapés ont des difficultés particulières lors de la recherche d'un emploi. Des programmes et soutiens spéciaux sont requis pour qu'il y ait dans les zones rurales du Nouveau-Brunswick davantage d'emplois pour les personnes handicapées.
- Compte tenu du déclin de la main-d'œuvre et du vieillissement rapide d'une population qui a de plus en plus de handicaps liés à l'âge, il faut porter une attention spéciale aux aînés handicapés et désirant travailler à temps partiel ou à temps plein et mieux les soutenir.

Capital

- L'accès à suffisamment de ressources financières pour l'innovation et pour opérer la transition systémique permettant de favoriser l'emploi chez les personnes handicapées est difficile à obtenir. Le GNB devrait créer un fonds d'emploi pour les personnes handicapées, afin de stimuler la hausse de l'emploi et l'innovation, ce qui pourrait ressembler au Fonds d'emploi pour les jeunes. Ce nouveau fonds d'emploi pour les personnes handicapées encouragerait l'investissement du secteur privé, les partenariats avec les organismes communautaires, le soutien de la formation axée sur l'emploi, le recyclage, le coût des salaires et d'autres dépenses liées à l'emploi. Les indicateurs de résultats viseraient surtout l'accroissement réel de l'emploi, les revenus ainsi que la qualité de l'emploi pour les personnes handicapées.
- Les infrastructures conçues et construites, puis offrant l'accès universel, demeurent insuffisantes au Nouveau-Brunswick. Il est nécessaire que le GNB encourage la conformité au Code national du bâtiment et à sa conception universelle, par l'entremise d'un programme de formation et d'engagement intentionnels, destiné aux constructeurs, aux investisseurs, aux municipalités et aux utilisateurs finaux.

Infrastructure

- Le transport est un problème de longue date pour beaucoup d'habitants du Nouveau-Brunswick qui ont des moyens financiers limités, notamment, les personnes handicapées. Le transport en commun est limité à très peu de municipalités; le taxi est coûteux et souvent inadéquat. Une stratégie provinciale de transport pour les personnes handicapées revient depuis de nombreuses années dans chaque rapport sur la stratégie et l'engagement des intervenants du domaine des handicaps, mais tout cela n'a eu que des effets minimaux. De meilleurs moyens de transport, surtout dans les zones rurales, sont absolument cruciaux pour améliorer l'emploi chez les personnes handicapées et les autres.
- Des décisions éclairées sont essentielles pour que les programmes donnent les résultats voulus et pour que les ressources investies dans l'aide aux personnes bénéficient réellement aux habitants visés. Bien que cela soit reconnu chez les décideurs provinciaux, il y a des étapes à franchir pour prendre effectivement des décisions documentées dans cette province. La qualité des données et leur analyse pour les décideurs doivent être améliorées. Les données sur le marché du travail pour les personnes handicapées, et les autres, doivent se « traduire » en langage simple. Il faut de meilleures références pour les résultats de nos programmes, des capacités supérieures pour les mesures, puis une meilleure analyse statistique et qualitative des données. Il y a un vaste ensemble de pratiques analytiques exemplaires et servant dans le secteur privé, les organismes sans but lucratif et sous d'autres compétences, qui peuvent facilement servir dans la province, afin d'améliorer grandement les objectifs et résultats de nos programmes.

Quels sont, selon vous, les domaines vers lesquels le gouvernement devrait diriger ses efforts?

Gouvernement agile

- Le GNB doit d'abord afficher des changements, par l'amélioration de ses propres pratiques et résultats de l'emploi pour les personnes handicapées, tout en disant au public ce qu'il fait et pourquoi c'est important. Cela peut se faire en redémarrant et en améliorant le programme Égalité d'accès à l'emploi (EAE).
- En même temps, le GNB doit s'engager complètement à améliorer le Plan d'action-emploi (PAE) pour les personnes ayant un handicap ainsi qu'à renouveler ce plan à son expiration en avril 2017. La prochaine version du PAE serait mieux documentée, et l'accent serait mis sur l'accroissement de l'emploi réel des personnes handicapées. L'engagement des intervenants dans le domaine des handicapés doit être élargi et amélioré aux niveaux de la planification et de la mise en œuvre du PAE, par l'entremise de mises à jour sur les progrès, à partir d'une variété de plateformes d'information.
- L'amélioration de l'emploi pour les personnes handicapées, ce qui devrait se faire à l'aide de partenariats communautaires élargis, s'est concentrée sur la réponse aux besoins individuels et à l'appariement actif avec les situations de l'emploi convenant aux aptitudes et aux ambitions de ces gens.
- Même si les améliorations en fonction des personnes handicapées sont une aspiration positive et une pratique d'entreprise saine, il y a souvent des exigences juridiques. Il faut respecter complètement les lois et la réglementation sur les droits de la personne au Nouveau-Brunswick, et ce, à chaque étape ayant pour objet d'accroître l'emploi pour les personnes handicapées.
- Au sein du GNB, de nombreux programmes et projets qui favorisent l'emploi des personnes handicapées sont répartis dans au moins trois ministères, dont Éducation et Développement de la petite enfance; Éducation postsecondaire, Formation et Travail; Développement social. La coordination et la « démolition des cloisons administratives » demeurent difficiles. La fusion de la direction de ces programmes et projets, sous un seul ministère, améliorerait l'efficacité de ceux-ci, favoriserait une prestation harmonieuse des services ainsi que le déplacement d'un plus grand nombre de ressources, depuis les dépenses ministérielles générales vers des programmes directs.
- Dans le même sens, les délais du traitement des bourses d'études et d'éléments d'autres programmes similaires doivent être améliorés.

Sommet sur les possibilités économiques des Autochtones

117 participants

Miramichi

Le 5 décembre 2015

Possibilités prioritaires

Entrepreneuriat / Opportunités de développement économique communautaire

- La nécessité d'éducation pour l'entrepreneuriat et l'incubation d'entreprises. L'encadrement pour les possibilités d'exportation, au sein du monde des affaires autochtones. L'accès au crédit et au financement peut être un problème dans les collectivités des Premières Nations, en raison du manque de garantie utilisable dans la Loi sur les Indiens.

Possibilités pour les compétences et la formation

- Développer les capacités, à l'aide de projets communautaires et d'entreprises, afin d'offrir de l'expérience et des possibilités aux jeunes Autochtones et à la population en général. Offrir davantage d'accès et de soutien en faveur de l'éducation postsecondaire. Promouvoir une éducation supérieure; il y a un manque de carrières professionnelles chez les Autochtones, c.-à-d. en direction des affaires, en RH, en comptabilité, en droit, en consultation, etc.

Possibilités commerciales écologiques

- Possibilités pour l'énergie propre (énergie solaire, énergie des marées, fermes éoliennes, géothermie et biocarburants). Restructuration des commissions provinciales de l'énergie, afin que les Autochtones participent.

Opportunités de nation à nation (développement de relations)

- Représentation autochtone à toutes les tables liées à l'élaboration de projets majeurs, du début à la fin. Partenariat avec une participation complète entre les Premières Nations, le gouvernement et l'industrie.

Image de marque des produits et services des Premières Nations

- Explorer la possibilité de la création d'une chambre de commerce des Autochtones ou d'un organisme similaire aidant des projets d'entreprises tels que l'image de marque des possibilités touristiques et de la préservation des cultures. Possibilités de l'écotourisme – centres de villégiature, visites guidées, boutiques d'artisanat, promenades en bateau, pêche à la palourde.

Possibilités d'encadrement

- Formaliser un programme d'encadrement d'entreprises pour les Autochtones.

Possibilités aquacoles et agricoles

- Opportunités de traitement à valeur ajoutée des pêches commerciales, marijuana thérapeutique, agriculture biologique et transformation des aliments.

Occasions de partenariat

- Séparer politiques et économie, afin qu'il y ait uniformité et continuité dans le développement économique dans la réserve. Accéder aux gros projets de développement et en bénéficier grâce au partage des revenus. Obtenir qu'un pourcentage de l'argent serve à aider les entrepreneurs et le développement économique. Créer des partenariats entre des établissements postsecondaires, des organismes gouvernementaux innovateurs et des collectivités de Premières Nations, afin de favoriser les entreprises et entrepreneurs innovateurs.

Rétroaction des participants

Dans un sondage de suivi, on a demandé aux participants de mentionner les éléments les plus importants qu'ils avaient retenus et les domaines vers lesquels, à leur avis, le gouvernement devrait diriger ses efforts.

« J'ai appris qu'il y a beaucoup de moyens de m'aider dans mon travail. »

« Il y avait d'autres entreprises autochtones dont j'ignorais l'existence. Également des gens de métiers itinérants. »

« Le gouvernement se montre désireux d'aider par des politiques et des processus. »

« Les Autochtones commencent à apprendre à écouter ce qu'ils ont eux-mêmes à dire, mais il reste encore beaucoup à faire. »

« Nous avons été entendus, nos idées seront sérieusement prises en considération et mises en œuvre. »

« À titre d'Autochtones, nous avons une variété d'intérêts et d'habiletés ainsi que tellement de talents qu'il est difficile de réduire l'intérêt à un domaine. »

« Les Premières Nations ont des points de vue probants qui devraient être écoutés et non ignorés. »

« Nous devons être prêts à apporter une contribution plus considérable. »

« Bien des gens pensent qu'un changement s'impose face aux problèmes autochtones. »

Quels sont, selon vous, les domaines vers lesquels le gouvernement devrait diriger ses efforts?

Éducation, formation, encadrement

- « L'encadrement pour les représentants officiels principaux. »
- « Mieux promouvoir le partenariat commercial et la formation des cadres avec les entreprises établies. »
- « Éducation : cette information est selon moi une rue à double sens. Les Premières Nations doivent être éduquées en matière de culture des affaires internationales/canadiennes. Les entreprises non autochtones doivent être éduquées sur la façon de faire des affaires avec les Premières Nations. »
- « Programmes de formation dans les domaines du leadership et de l'encadrement en gestion d'entreprise, par des organismes autochtones, pour les Autochtones. »
- « Avoir un bottin à l'intention des Premières Nations, afin de les aider à se retrouver dans tous les programmes, aux fins de la recherche d'emplois, de la formation, du financement de leurs entreprises. »

Développement de l'économie écologique

- « Opportunités et formation écologiques. »

Financement et fiscalité

- « L'ICDE a besoin de plus d'argent pour aider les entrepreneurs à parvenir à leur réussite potentielle. »
- « L'autonomie doit être ce qui est visé. Regardez de près le rapport sur la vérité et le rapprochement. Il faut fournir des ressources et des opportunités à nos Premières Nations (PN), afin qu'elles apprennent et soient encadrées par des groupes autochtones dans d'autres parties du Canada et du monde, où la réussite économique ne s'obtient pas au prix de l'identité culturelle, des pratiques sacrées ou de l'environnement, mais s'atteint tout de même par la participation aux activités des systèmes capitalistes dominants : la Nouvelle-Zélande, l'Australie, plusieurs tribus de la côte Ouest ainsi que dans des États connaissant la réussite (et non pas seulement pour le gibier, la pêche et la foresterie). »
- « Une chambre de commerce pour les Autochtones, des organismes autochtones de soutien qui livrent des projets/programmes au niveau communautaire. Il est nécessaire que tous les projets soient centralisés à l'ICDE, d'utiliser davantage les Conseils. »

- « Le tourisme culturel – tourisme culturel autochtone en particulier – est une GROSSE affaire, mais pour que les PN du Canada atlantique réussissent, la première étape est de fournir des moyens afin de parvenir à un excellent produit culturel – l’art (danse, arts visuels, métiers d’art, musique, cinéma, contes, littérature, etc.) doit être éclairé par les traditions et exceller dans le contexte contemporain... Davantage de moyens sont nécessaires pour conserver les langues, le savoir d’autrefois ainsi que les contextes dans lesquels la médecine traditionnelle et les matériaux des arts ancestraux prennent de l’ampleur. »

Sommet de l'énergie

90 participants

Saint John

Le 11 décembre 2015

Possibilités prioritaires

Étant donné la diversité des intervenants qui ont participé au sommet et l'éventail des réponses présentées ci-après, les points de vue de ces intervenants au sujet de l'avenir de l'énergie varient considérablement.

Leadership du réseau intelligent

- S'imposer comme leader de la technologie du réseau intelligent.

Connaissance et éducation sur l'efficacité énergétique

- Créer une culture de sensibilisation chez les entreprises et les propriétaires, au sujet de l'efficacité énergétique. Concevoir des possibilités qui favorisent une efficacité énergétique innovatrice et un développement de produits énergétiques renouvelables pour le Nouveau-Brunswick et les marchés d'exportation.

Investissement et mesures incitatives pour les énergies renouvelables

- Agir à titre de laboratoire vivant pour les technologies des énergies renouvelables et intelligentes. Se servir des règlements afin de favoriser une transition aux énergies renouvelables et prévoir un fonds pour l'innovation axé sur les technologies propres (par exemple le stockage de l'énergie solaire dans des batteries, production combinée de chaleur et d'électricité, approvisionnement suscitant l'innovation, mise en œuvre de technologies existantes, etc.).

Énergie communautaire / production distribuée

- Faciliter la réalisation de projets énergétiques du secteur privé et du milieu communautaire.

Collaboration régionale

- Collaboration régionale visant à améliorer la fiabilité et à réduire les coûts. Un plan énergétique régional élaboré avec les services publics qui collaborent au développement des infrastructures.

Tarification du carbone et réduction

- Mettre en place une taxe sur le carbone afin de susciter l'innovation. Élaborer une politique de réduction précisant une taxe sur le carbone, afin de créer un fonds d'investissement pour les initiatives de réduction du carbone (par exemple la transformation d'usines au charbon en usines de biomasse et de granulés de bois; offrir des mesures incitatives liées à l'efficacité et produire de nouveaux carburants de transport).

Oléoduc d'Énergie Est

- Avantages connexes pour de nombreux intervenants.

Énergie marémotrice

- Développement de l'énergie marémotrice.

Transports

- Offrir des incitatifs au sujet de l'utilisation de véhicules électriques en mettant en place une infrastructure et en faisant la promotion.

Rétroaction des participants

Dans un sondage de suivi, on a demandé aux participants de mentionner les éléments les plus importants qu'ils avaient retenus et les domaines vers lesquels, à leur avis, le gouvernement devrait diriger ses efforts.

« Le Nouveau-Brunswick écoute et apprend. »

« Création d'emplois éventuels découlant de l'efficacité énergétique. »

« Possibilité d'échanges avec d'autres participants et prendre connaissance de la diversité des options énergétiques et des possibilités pour le Nouveau-Brunswick. »

« Toutes les options énergétiques : énergies traditionnelles (oléoduc, gaz de schiste GNL) et énergies renouvelables. Nous avons besoin de diversité et non de ciblage! »

Quels sont, selon vous, les domaines vers lesquels le gouvernement devrait diriger ses efforts?

Énergie renouvelable et économie écologique

- « Chauffage à distance, réseau intelligent, marées, énergie solaire. »
- « Possibilités pour les entreprises – programmes pilotes pour les énergies renouvelables et les PME, initiatives d'achats locaux, investissement dans la recherche et le développement sur l'énergie, pratiques d'achat axées sur le cycle de vie, leadership de la part du gouvernement dans le cadre de l'adoption de nouvelles technologies d'énergie renouvelable (consommation énergétique nette zéro pour tous les nouveaux bâtiments provinciaux et municipaux). »
- « Production d'énergies, fiables, abordables et sans carbone à grande échelle. »

Inclusion économique

90 participants

Saint John

Le 11 janvier 2016

Possibilités prioritaires

Réforme de l'aide sociale

- Effectuer la réforme du programme d'aide sociale afin de faire naître une nouvelle mentalité orientée vers la transition. Pour ce faire, on va notamment 1) appuyer les travailleurs sociaux comme animateurs et moniteurs pour responsabiliser les personnes inscrites au programme, 2) penser à donner une nouvelle appellation au programme de salaire de transition, 3) enlever les obstacles à la réintégration de la population active et offrir des incitatifs pour le faire.

Navigation du système

- Déterminer les programmes qui marchent bien, partager les pratiques exemplaires entre les régions et les réseaux, et en faire la mise à l'échelle. Déterminer également ce qui ne marche pas et cesser de le faire. Maintenir un mécanisme pour assurer la collaboration entre les établissements d'enseignement, les industries et les organismes à but non lucratif. Cultiver la résilience des collectivités (par la promotion, la communication et l'investissement dans des petites entreprises). Examiner le modèle d'impact collectif, comme celui que l'on met en œuvre à Saint John dans l'initiative Living SJ.

Entreprise sociale

- Soutenir les entreprises sociales par l'investissement, l'éducation et l'approvisionnement social de la part des gouvernements.

Développement des compétences

- Donner aux personnes inscrites à l'aide sociale des incitatifs pour faire du bénévolat. Fournir du mentorat, faire l'évaluation des compétences dans les écoles, et relancer la formation professionnelle afin de promouvoir l'entrepreneuriat et la littératie financière. Offrir un soutien pour l'éducation et la sensibilisation dans le domaine de la santé mentale.

Renforcement des employeurs

- Offrir un soutien aux lieux de travail pour qu'ils deviennent inclusifs, offrir des incitatifs pour le salaire minimum vital, promouvoir le tourisme, et employer les aînés, les nouveaux arrivants et les jeunes.

Garderies

- Offrir des garderies abordables et accessibles de haute qualité pour tous.

Transports

- Assurer les moyens de transport nécessaires pour relier des employés à des employeurs afin que les employés puissent rester dans leur collectivité.

Alimentation

- Assurer la sécurité alimentaire par l'élimination du gaspillage, l'éducation dans les écoles, les politiques d'approvisionnement, les clubs d'achat et le soutien de l'économie locale.

Rétroaction des participants

Dans un sondage de suivi, on a demandé aux participants de mentionner les éléments les plus importants qu'ils avaient retenus et les domaines vers lesquels, à leur avis, le gouvernement devrait diriger ses efforts.

« Il y a beaucoup de gens qui travaillent sur cette question que je n'avais pas rencontrés auparavant, et tout le monde aborde la question à sa manière. Maintenant que tout le monde se connaît, c'est la collaboration qui s'impose! »

« La volonté du gouvernement et du réseau d'inclusion de travailler avec les intervenants pour effectuer des changements significatifs. »

« Le secteur social doit chercher à supprimer les obstacles tout en créant des opportunités économiques. »

Quels sont, selon vous, les domaines vers lesquels le gouvernement devrait diriger ses efforts?

Action

- « Commencer à mettre en œuvre les conseils! »
- « Lisez les notes et suivez les conseils. Toutes les idées sont là, c'est à vous d'analyser ces informations et d'en faire la synthèse et l'intégration. Dans le cadre d'une initiative précédente de la Société d'inclusion économique et sociale (SIES), on avait préparé un rapport de sous-comité sur la façon de financer le développement des entreprises sociales et d'augmenter la probabilité de réussite. C'était en 2013-2014. Or, on n'a pas donné suite à ce rapport. Aujourd'hui, on a lu une recommandation après l'autre pour que tout soit versé au dossier. J'ai trouvé cela très troublant, et j'espère sincèrement que nos travaux d'aujourd'hui ne subiront pas le même sort. »

Approvisionnement social / soutien des entreprises sociales

- « Il faut : créer un environnement où les organisations à but non lucratif et les entreprises sociales peuvent être compétitives dans le processus d'appel d'offres; dédier des ressources à ceux et celles qui doivent se débattre pour obtenir ou garder un emploi en raison des obstacles que l'on peut réduire en offrant du soutien; créer des opportunités pour les organisations à but non lucratif et les entreprises sociales de s'allier avec les entreprises pour que nous puissions mieux aligner nos programmes et services, et répondre aux besoins de notre secteur industriel. »

« Politique sur l'approvisionnement social. »

- « Pour le domaine où je travaille, j'aimerais voir : des incitatifs fiscaux pour les investissements dans les entreprises communautaires et dans les projets immobiliers à vocation sociale; des capitaux pour soutenir les organisations qui mettent en œuvre des pratiques exemplaires; et des opportunités d'approvisionnement au niveau des marchés gouvernementaux pour les entreprises sociales. »

Réforme de l'aide sociale

- « La réforme de l'aide sociale, l'éducation accessible à tous, la création d'emplois bien rémunérés afin que les familles puissent répondre à leurs besoins de base, établir des postes d'économistes familiales au gouvernement pour aider les familles dans leurs efforts. »
- « Restructuration du système d'aide sociale. »

Sécurité alimentaire

- « Les provinces qui entreprennent des examens de leur système alimentaire affirment que plus d'aliments sont consommés que ne sont produits localement. La demande croissante de consommer des produits de provenance locale est tributaire de plusieurs facteurs : l'appétit des consommateurs; une sensibilisation accrue au besoin de manger des aliments plus sains; la croissance de nouveaux mécanismes de distribution tels que Real Food Connection, l'agriculture soutenue par la communauté (ASC), des ventes à la ferme et des clubs d'achat massif de l'alimentation. Le gouvernement du Nouveau-Brunswick a besoin de faire des recherches sur la meilleure manière de soutenir la croissance de cette industrie afin de promouvoir la création des emplois, l'inclusion économique, la retenue dans l'économie locale de l'argent dépensé sur l'alimentation, et le développement économique rural. »

Sommet sur l'accès aux capitaux

40 participants

Fredericton

Le 12 janvier 2015

Principaux défis

On a demandé aux participants de mentionner les défis qu'ils avaient constatés lorsque leurs clients cherchaient à avoir accès à des capitaux pour leurs entreprises ou pour mettre en œuvre leurs idées. On trouvera ci-dessous un aperçu de ces défis :

Littératie financière

Manque de littératie financière. Les entreprises doivent bien comprendre le langage des mouvements de trésorerie, le financement des marchés, les échelles, et les présentations à faire aux investisseurs éventuels. Elles doivent également disposer d'un plan d'affaires crédible.

Culture

On constate l'existence d'une culture de droits acquis et d'attente de recevoir gratuitement l'argent du gouvernement (p. ex., les attentes culturelles dans les petites provinces comparativement à celles dans les grandes provinces). En cherchant un financement, les demandeurs doivent mettre l'accent davantage sur leurs ventes et leur débrouillardise.

Sensibilisation

Manque de compréhension et de connaissance sur où il faut aller quand on a besoin d'aide – de la part de tous les intervenants (clients et financiers). Manque de conscience de sources potentielles de financement (niches) et du financement approprié à rechercher à diverses étapes du cycle de vie et aussi des moments propices pour subvenir à ses besoins en capital.

Capitaux propres et appétit

Manque de capitaux propres personnels ou d'appétit pour le risque entrepreneurial.

Financement des actifs incorporels mous

Il est difficile de financer des actifs incorporels mous, par exemple, la propriété intellectuelle, la technologie, etc. sans avoir des valeurs corporelles.

Succession

Difficulté de financer la relève des entreprises existantes du Nouveau-Brunswick – banques : 75 %, qui finance le 25 % restant?

Attractivité des investissements

Les transactions deviennent de plus en plus complexes, les coûts montent et il y a des retards. Il nous faut une augmentation des partenariats dans la région pour attirer une plus grande quantité de capital de risque, pour subventionner des vols directs entre les États-Unis et le Nouveau-Brunswick, etc. Il y a un manque de grands bassins de capitaux afin de financer des solutions novatrices pour la résolution de problèmes complexes (p. ex., obligations à impact social).

Rétroaction des participants

Dans un sondage de suivi, on a demandé aux participants de mentionner les éléments les plus importants qu'ils avaient retenus et les domaines vers lesquels, à leur avis, le gouvernement devrait diriger ses efforts.

« Il faut améliorer la communication pour que l'on puisse mieux savoir ce qui est disponible et comment on peut y avoir accès. »

« Il y a toujours des défis à relever. Cependant, ce type de discussion et de réseautage est très utile. »

« Les gens dont on avait besoin étaient présents dans la salle, et le sujet était important. »

« J'ai entendu beaucoup d'idées intéressantes – j'aime l'idée d'un fonds public de type sidecar ou d'un fonds principal gouvernemental de type sidecar. J'ai trouvé très à propos de continuer de sensibiliser les gens au Programme de crédit d'impôt à l'investissement pour la petite entreprise (CIPE) et d'en faire la promotion. Il serait valable également d'offrir ce type d'éducation au personnel de soutien de première ligne des organismes. »

Quels sont, selon vous, les domaines vers lesquels le gouvernement devrait diriger ses efforts?

Littératie financière

- « Assurer une approche coordonnée pour la prestation de la littératie financière au Nouveau-Brunswick (et ce, tôt dans le processus). »
- « Informer avec précision l'industrie et les petites entreprises au sujet des ressources disponibles en matière de littératie financière. »

Attraction des capitaux

- « Explorer des moyens de "débloquer" des capitaux dans la région, afin d'encourager les personnes ou les entreprises qui sont nanties à participer à un fonds pour investir dans les compagnies ayant un potentiel de croissance élevé. »

Communication

- « Élaborer et communiquer une stratégie claire. »
- « Simplification et précision : de quels éléments les entités provinciales sont-elles responsables, et quelles sont leurs personnes-ressources? Il s'agit de mieux aider les banques, les entreprises et les gens. »

Sommet sur la jeunesse

85 participants

Saint John

Le 29 janvier 2016

Principaux défis

Les participants ont été appelés à définir les principaux défis auxquels font face les jeunes pour accéder au milieu du travail et les occasions d'entrepreneuriat. Ces défis sont définis ci-dessous :

Être déconnecté du marché du travail

C'est le manque de communication et d'information sur le marché du travail (IMT) accessible aux étudiants et aux éducateurs qui empêche les jeunes de connaître les opportunités existantes. Plusieurs opportunités ne sont même pas affichées ce qui n'aide pas les jeunes à saisir l'étendue des options disponibles. Les qualifications requises pour les emplois de premier échelon sont trop élevées pour que les jeunes puissent décrocher un premier emploi.

Esprit d'entreprise

L'économie d'aujourd'hui demande un changement de mentalité pour obtenir un emploi ou créer son emploi. Ceci exige une culture d'entrepreneuriat au sein des écoles et des collectivités. Des compétences telles que, savoir se vendre, la littératie financière, la pensée critique, la résolution de problème et le réseautage sont essentielles.

Être déconnecté du milieu de l'éducation

Les compétences requises pour l'entrepreneuriat ne sont pas enseignées dans les écoles publiques, le soutien et les connaissances des enseignants, un nouveau curriculum réorganisé, sont des choses utiles même si tu ne démarres pas une entreprise.

Soutien entrepreneurial

Le manque d'accès aux ressources, le besoin de tirer avantage du mentorat, du réseautage et de l'incubation et de trouver des programmes.

Dettes des étudiants

Les dettes de prêt étudiant sont une barrière à l'entrepreneuriat et à la recherche d'emplois intéressants.

Apprentissage par l'expérience

Il y a un besoin pour l'apprentissage par l'expérience, c.-à-d. les stages coopératifs, les stages pour acquérir de l'expérience pour une future carrière destinés aux entrepreneurs et aux étudiants.

Formation comportementale

Il faut mettre plus l'accent sur le développement de formation comportementale.

Rétroaction des participants

Dans un sondage de suivi, on a demandé aux participants de mentionner les éléments les plus importants qu'ils avaient retenus et les domaines vers lesquels, à leur avis, le gouvernement devrait diriger ses efforts.

« Le gouvernement est prêt à nous écouter. »

« Il y a beaucoup de bonnes choses qui se produisent, mais il y a un manque de communication à leur sujet. »

« Les jeunes ont besoin d'occasions d'apprentissage pratiques pour s'engager dans leur apprentissage. »

« Il faut trouver plus d'occasions de connecter l'écosystème entrepreneurial avec les élèves des écoles intermédiaires et secondaires. »

« D'après ce que j'ai remarqué, il n'y avait aucun jeune d'écoles secondaires qui travaillait. Ils ont leurs lots de difficultés et je ne pense pas que leurs voix aient été entendues. Il n'y a eu aucune discussion sur les jeunes à risque et ce qui pourrait être fait pour les aider en termes d'emploi. »

Quels sont, selon vous, les domaines vers lesquels le gouvernement devrait diriger ses efforts?

Éducation/Entrepreneuriat

- « Aucune question de la maternelle à la 12e année. Il faudrait ajouter davantage d'apprentissages par l'expérience dans la classe et en dehors de la classe, des cours de programmation, d'entrepreneuriat, d'innovation et de créativité dans l'ensemble du curriculum. Si nous ne changeons pas considérablement notre façon d'enseigner aux jeunes au cours de ce plan de 10 ans, nous aurons déjà perdu sur le plan économique dans un avenir rapproché. Ceci est l'engagement LE plus important pour lequel le gouvernement s'est engagé en ce moment. Nous DEVONS réussir! »
- « Meilleure formation scolaire. Cours d'entrepreneurship et d'innovation dans les écoles. »
- « Réforme en éducation (sic), programme plus concret d'ONB. »
- « Soutien des programmes comme la Composante Stage COOP, le mentorat au sujet de l'entrepreneuriat et les possibilités de liens réels avec l'éducation. »
- « Je souhaite que le gouvernement appuie l'entrepreneuriat et les arts. Ainsi, on permet et encourage l'innovation, en plus d'en faire la promotion, et on favorise la croissance de l'économie. »

Sommet sur les arts et la culture

90 participants

Caraquet

Le 18 février 2016

Possibilités prioritaires

Éducation

- Investir dans l'éducation (de la maternelle à la 12e année et études postsecondaires) des arts et de la culture, en intégrant les arts à tous les domaines du système d'éducation. Sensibiliser le grand public en utilisant des atouts d'art et de cultures locaux pour la publicité, le marketing et privilégier l'endroit qui fait de nous qui nous sommes, ce que nous produisons et comment nous communiquons notre diversité.

Marchés d'exportation

- Accroître l'accès aux marchés nationaux et internationaux et vers les publics pour une sensibilisation extérieure et une inspiration intérieure

Soutien organisationnel

- Plateforme favorisant la collaboration entre les organisations des arts (francophones, anglophones, autochtones). Mettre en place un mécanisme visant à apporter des financements sur mesure aux artistes moyennant un esprit entrepreneurial afin de soutenir toutes les étapes de la création artistique.

Ministère et politique

- Des politiques claires se rattachant aux arts et un engagement du gouvernement grâce au ministère de la Culture.

Film et animation

- Des investissements qui encouragent l'industrie du film, de l'animation et de la télévision et l'expansion et le soutien à l'industrie.

Solutions d'investissement

- On suggère de consacrer un pour cent du budget provincial aux arts et à la culture, afin de favoriser le développement et le marketing.

Résidences et liens d'affaires

- Établir des mesures incitatives et abattre les barrières entre les arts et les secteurs des affaires en encourageant les artistes résidents à l'intérieur des entreprises locales.

Intégration municipale

- Chaque municipalité devrait avoir une politique culturelle efficace qui comprend du financement.

Identité du Nouveau-Brunswick

- Développer les bonnes choses dont nous disposons déjà. Elles dureront longtemps.
- Des projets d'art de grande envergure nous permettront de créer l'identité du Nouveau-Brunswick grâce aux arts en nous unissant tous vers un objectif commun.

Événements et tourisme

- Capitaliser de grands événements culturels (CMA 2009, Jeux de la francophonie canadienne 2017, etc.) en vue de développer les arts et la culture.

Arts et mieux-être

- Se servir de l'art comme traitements alternatifs pour la santé et le mieux-être.

Rétroaction des participants

Dans un sondage de suivi, on a demandé aux participants de mentionner les éléments les plus importants qu'ils avaient retenus et les domaines vers lesquels, à leur avis, le gouvernement devrait diriger ses efforts.

« La meilleure partie du sommet a été la présence du premier ministre et la diversité des intervenants. »

« En vue de permettre aux arts et à la culture d'atteindre leur plein potentiel, il faut les intégrer dans les secteurs. »

« Il y a un écart des connaissances entre les arts et les affaires lorsqu'on discute avec un artiste, mais aussi lorsqu'on parle d'art avec un bailleur de fonds qui a le sens des affaires. »

« J'ai été déçu par le sommet. Durant le sommet, j'ai entendu très peu de choses que je n'avais pas entendues auparavant. En fait, c'était du réchauffé. Les mêmes thèmes et idées ont été abordés par le truchement de consultations avec la communauté des arts dans le développement de la politique culturelle de la province et les nombreuses séances de discussion au cours des années ont été ressassées encore une fois. Selon moi, le sommet n'a qu'effleuré la surface et n'a présenté que des généralités. Il devrait y avoir des occasions de poursuivre les discussions, d'aborder et d'explorer de nouvelles idées créatives très précises. »

« Je crois que le plein potentiel pour réaliser des gains économiques des arts et de la culture au Nouveau-Brunswick est d'investir à fond dans le tourisme culturel, de faire venir plus de touristes dans la province en améliorant, en renforçant et en développant les attractions ou les destinations culturelles de la province, en un mot, en investissant dans la construction d'un « pipeline des arts et de la culture ». Cette idée seule devrait faire l'objet d'un sommet et on aurait alors l'occasion d'élaborer des mesures particulières liées à des résultats économiques spécifiques. »

Quels sont, selon vous, les domaines vers lesquels le gouvernement devrait diriger ses efforts?

Intégration municipale

- « Mettre en place les conditions gagnantes pour que les arts/culture contribuent davantage à la croissance du N.B. (sic) Deux exemples : 1. Procéder le plus tôt possible à la pleine municipalisation du territoire afin d'augmenter les capacités des municipalités à se développer, notamment via le domaine des arts/culture.»
- « Offrir un soutien aux municipalités avec les initiatives provinciales. »

Cinéma

- « Le domaine du cinéma (sic) et de la télévision est celui qui amène les meilleures retombées économiques de ce secteur pour notre province et de loin celui qui fait rayonner la diversité de notre culture sur les différentes plateformes médiatiques. Ce secteur devrait être prioriser (sic) comme une industrie forte avec son propre bureau et un support adéquat pour Média NB afin de rendre nos projets accessibles à la population et la sensibiliser à l'importance de ce secteur. »

Soutien financier / Développement économique

- « Le gouvernement devrait s'engager à utiliser les arts comme principal moteur économique. » « Des missions commerciales pour tous les groupes. »
- « Aider les Néo-Brunswickois à atteindre les marchés extérieurs. Appuyer les gens et les entreprises qui ont de bons plans d'affaires. » « Exporter des marchandises et des services tout en intégrant les arts et la culture au tourisme. »
- « Exporter des marchandises et des services tout en intégrant les arts et la culture au tourisme. »

Éducation

- « Éducation postsecondaire / incitatifs au milieu des affaires pour encourager l'apport des artistes. »
- « À la base – dans l'éducation et dans les (sic) l'intégration de la culture dans les milieux ruraux et urbains. »

Sommet sur les mines

80 participants

Bathurst

Le 19 février 2016

Possibilités prioritaires

Mesures incitatives

- Attirer des investissements dans l'exploration : a) en garantissant un régime fiscal de redevance compétitif pour les entreprises; b) en assurant la compétitivité avec le Québec et la Colombie-Britannique en encourageant les personnes à investir, etc.); c) innovation technologique – amélioration de l'intégration des données cartographiques à la base de données cartographiques du GNB. Rapatrier la dette (12 milliards \$ et 600 millions \$ d'intérêts) par le recours à la nouvelle Banque du Nouveau-Brunswick (concept de société d'État) qui offre un processus d'offre de fonds en vue d'une petite exploration minière, en plus de répondre aux besoins en matière de santé et d'éducation. Le GNB doit appuyer les études réalisées aux premiers stades pour les petites compagnies minières.

Simplification des règlements

- Simplifier le processus réglementaire, en prévoyant notamment un cadre pour les ententes conclues avec les Premières Nations et le partage des avantages. Meilleure concordance entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial au sujet des approbations réglementaires et environnementales des projets. Accélérer la rapidité du traitement du processus d'approbation et normaliser celui-ci. Simplifier les processus réglementaires sans porter atteinte à l'intention.

Politiques sur l'accès au territoire

- Actuellement, seulement 43 % du territoire du Nouveau-Brunswick peut faire l'objet d'une exploration. Nous devons accroître le potentiel et supprimer les obstacles afin de trouver des ressources et de les définir. Les participants ont mentionné le modèle australien, qui assure un équilibre entre le besoin de la ZNP et l'exploration minière.

Premières Nations et licence sociale

- Cerner les pratiques exemplaires, les évaluer et les mettre en œuvre s'il y a lieu et si cela est bénéfique pour le Nouveau-Brunswick, surtout en lien avec le processus de consultation. Tirer parti de la période morte actuelle pour améliorer et peaufiner les processus de consultation des Premières Nations et de tous les intervenants.

Éducation et perfectionnement des aptitudes

- Réinvestissement dans l'éducation depuis l'école jusqu'aux études postsecondaires. Établir des partenariats en matière de formation et de perfectionnement des Premières Nations et du public, en préparation à l'amélioration de la conjoncture économique.

Recherche et développement sur le transfert

- Une croissance pourrait avoir lieu si des fonds étaient offerts en vertu d'un appui public, autrement dit un transfert entre les gouvernements fédéral et provincial. Augmenter le nombre d'incitatifs à l'exploration; crédit d'impôt pour les FEC de 5 % pour le Nouveau-Brunswick; REER, délai du 31 décembre reporté au 28 février; et les FEC grâce à une hausse des subventions incitatives pour les projets de base.

Infrastructure de soutien existante

- S'appuyer sur les éléments en place. Tirer le maximum des infrastructures existantes; certaines infrastructures sont peut-être sous-utilisées (par exemple le Port de Belledune ou la base de données gouvernementales existante, etc.).

Promotion

- Meilleure approche de la province, par l'entremise du Cabinet du premier ministre, envers les sociétés d'exploration.

Rétroaction des participants

Dans un sondage de suivi, on a demandé aux participants de mentionner les éléments les plus importants qu'ils avaient retenus et les domaines vers lesquels, à leur avis, le gouvernement devrait diriger ses efforts.

« Volonté des participants de travailler d'arrache-pied et de développer le secteur en collaboration avec la province du Nouveau-Brunswick. »

« Mettre en place un climat propice aux investissements qui favorise le développement du secteur et réduit les fardeaux administratifs sans mettre en péril l'environnement, afin de permettre une prise de décisions plus rapide. »

« Le meilleur moment du Sommet a été celui du réseautage; faire connaissance avec des membres du secteur des mines, qui proviennent de différentes organisations et sociétés, et de divers gouvernements. »

« Nous avons un énorme potentiel minier et nous devons trouver les moyens d'en tirer parti. »

« Les recettes provinciales découlant de l'exploitation minière s'estompent et nous avons besoin de mesures correctives afin d'être prêts à la prochaine amélioration de la conjoncture économique. En outre, les promoteurs ont besoin d'information en vue d'une participation importante des Premières Nations. »

« Un consensus s'est dégagé au sujet de problèmes et de solutions pour divers groupes qui ont des intérêts différents. »

Quels sont, selon vous, les domaines vers lesquels le gouvernement devrait diriger ses efforts?

Relations avec les Premières Nations

- « Engagement envers la mise en place d'une institution et de processus afin de composer avec les questions autochtones portant sur l'autorité et la participation. »
- « L'amélioration du processus de consultation des Premières Nations, des règlements plus solides et une licence sociale pour leurs projets semblent être acceptés par tous. »
- « Participation des Nations Unies et progression de la licence sociale pour l'industrie. Le report du délai du partage de transfert à la fin février est une mesure particulière qui permettrait d'attirer des investissements au Nouveau-Brunswick. »
- « Je ne peux pas parler des stratégies fiscales et d'investissement qui sont importantes, mais selon moi, nous devons établir des partenariats avec les Premières Nations et délaissier le processus actuel de « consultation ». Les partenariats feront en sorte que les meilleurs intérêts de tous soient pris en compte. »

Incitations financières

- « Incitatifs et fonds pour les entreprises d'exploration et minières. »
- « Financement de l'exploration et accès au territoire (par exemple les terres de JD Irving). Des incitatifs fiscaux doivent être en place afin d'attirer des investissements dans l'exploration minière. Permettre l'accès aux régions naturelles protégées en vue d'une exploration minière. »
- « Incitatifs fiscaux à court terme afin d'offrir un soutien à l'industrie. »
- « Être compétitif et attirer des investissements dans l'exploration de la part d'investisseurs et favoriser la réalisation de recherches qui rehaussent la réputation du Nouveau-Brunswick à l'échelle internationale, en qualité de centre d'innovation et d'entrepreneuriat en matière d'exploitation minière. »
- « Continuer à encourager les prospecteurs et les petites entreprises minières à l'aide de programmes de subventions. Forcer le ministère des Ressources naturelles (Forêts) à présenter au MEM, au moins un an à l'avance, des plans indiquant les routes à construire pour le transport du bois et les terres à bois à couper. Cette information est essentielle pour nous et elle ferait gagner du temps et économiser de l'argent. »
- « Programmes de subventions, incitatifs fiscaux et programme de partage du transfert. »

Sommet sur le vieillissement en santé

70 participants

Miramichi

Le 18 mars 2016

Possibilités prioritaires

Collectivités amies des aînés

- Les municipalités peuvent jouer un rôle de chef de file lorsque des efforts sont déployés pour obtenir des programmes ainsi que des possibilités intergénérationnelles et pour offrir des services nécessaires aux aînés. Les collectivités amies des aînés ont ceux-ci à l'esprit lors de la construction des infrastructures, offrent des installations telles que des potagers communautaires, des centres communautaires, des centres de santé, des activités musicales, des activités culinaires et intergénérationnelles.

Activités intergénérationnelles

- Des infrastructures publiques multifonctionnelles, c.-à-d. des aînés qui voyagent dans des autobus scolaires et sur des voies de cyclistes, pour leurs tricycles. Repenser les foyers de soins, afin qu'il s'y trouve une classe pour des élèves. Soutenir les collectivités rurales donne aux aînés un sens et est un facteur crucial pour une vie saine, puis aide la génération plus jeune à apprendre.

Main-d'œuvre âgée

- Offrir un cadre juridique pour rémunérer les aînés dans leurs domaines d'expertise ou auxquels ils s'intéressent. Avoir des politiques de pension/retraite souples, afin que les gens puissent travailler même retraités ou décider de retourner au travail. Créer un registre de cadres, d'enseignants, de gens de métier, etc., à la retraite, afin qu'ils puissent partager leur expérience, enseigner et guider les jeunes.

Technologie et données

- Information, données et recherche fournies au secteur privé, afin que des idées entrepreneuriales pouvant bénéficier aux aînés puissent se matérialiser. Encouragement de la technologie et de l'innovation dans les soins de santé, afin d'être de ceux qui adoptent tôt une culture du changement et de constituer un laboratoire expérimental la favorisant.

Main-d'œuvre soignante

- Une main-d'œuvre stable/solide chez les travailleurs des services communautaires à la personne, avec une éducation normalisée, une rémunération adéquate, une réglementation et des normes supérieures.

Vie active

- Possibilités d'affaires, afin d'avoir une vie active, par exemple, avoir une section d'aînés à un gymnase ou pendant les périodes creuses. Mesures incitatives axées sur la vie saine, p. ex., coûts inférieurs des assurances, déductions fiscales en raison d'une vie saine prouvée, etc. Le NB devrait être connu comme destination de vie saine et active, comportant des stages de santé et des centres de villégiature.

Maisons repensées

- Promouvoir le vieillissement sur place – améliorer les domiciles, permettre à la génération du baby-boom de construire des maisons permettant d'y vieillir sur place, offrir des mesures incitatives.

Aspect paramédicaux

- Harmonie entre les mondes rural et urbain – accès ouvert aux problèmes (coûts en \$) formulés dans une question (solutions du marché). Meilleure utilisation des pharmacies comme centre paramédicaux.

Autre

- Transport – Uber par des aînés, bénévoles qui font du porte à porte pour des services de conduite.
- Recherche d'obstacle et réduction de ceux-ci – ministère des Aînés – développement social, santé – approche par solution unique.
- Programmation de l'alimentation pour les aînés, à leur domicile et dans leur collectivité.
- Maximisation des possibilités touristiques pour les aînés, à longueur d'année, p. ex., attirer les aînés au Nouveau-Brunswick pendant la saison du homard.
- Accent mis sur la personne au lieu de son âge.
- Stratégies adaptées à divers segments d'âge chez les aînés.
- Collaboration maritime – réseau de la santé.
- Création d'un réseau d'aînés, pour les aînés, afin d'aider les aînés.
- Services de soins spécialisés pour les personnes atteintes de démence – afin d'aider les aînés et les soignants à gérer les maladies reliées à la démence.

Rétroaction des participants

Dans un sondage de suivi, on a demandé aux participants de mentionner les éléments les plus importants qu'ils avaient retenus et les domaines vers lesquels, à leur avis, le gouvernement devrait diriger ses efforts.

« Je pense que faire participer les aînés aux solutions était l'aspect le plus précieux de la journée. En demandant aux aînés de contribuer à l'élaboration de projets, il est plus facile de les faire accepter. »

« Prendre de l'âge n'est pas une maladie, et les personnes âgées ou à la retraite ne devraient pas être considérées comme des fardeaux pour la société. Ils sont de la société, ont des expériences de vie, des contributions à apporter et, oui, des besoins qui viennent avec le vieillissement. Mais leurs apports, s'ils sont bien canalisés, contrebalancent les investissements consentis pour aider ceux qui sont dans le besoin (logement, transport, santé, inclusion, etc.). »

« Il y a une quantité considérable de puissants penseurs, de gens d'expérience et de talents dans la province, lesquels peuvent s'attaquer à nos défis. »

Quels sont, selon vous, les domaines vers lesquels le gouvernement devrait diriger ses efforts?

Main-d'œuvre soignante

- « Salaires des soignants »
- « Conditions de travail de ceux qui assurent les soins à domicile. »
- « Création d'une main-d'œuvre solide et stable de travailleurs pour les services à la personne, afin de répondre aux besoins croissants de soins communautaires. »
- « Formation des professionnels des soins de santé. C'est désespérément nécessaire à tous les niveaux. »

Appréciation de la contribution des aînés

- « Apprécier notre population d'aînés – les voir comme des contributeurs au lieu de preneurs –, assouplir les politiques, la bureaucratie associée aux retraites et concevoir des mesures incitatives qui permettent aux personnes en santé et disponibles de continuer de contribuer à l'économie de cette province. »
- « Voir à ce que la participation des aînés soit facilitée dans la province au lieu de les plonger dans la paperasserie, trouver pour les aînés des façons de transporter les autres sans poser un énorme risque, assurer des soupers communautaires pendant qu'il est sécuritaire et possible de le faire sans gros investissement. Conformément à la suggestion, il faut s'intéresser à la transparence pour tous les contrats, avec un minimum de deux fournisseurs et des paramètres qui spécifient les résultats attendus et les responsabilités, afin d'assurer l'exécution. Réduire le monopole et, franchement, le préjugé qui paraît au moment de comparer les groupes sans but lucratif et avec but lucratif. »

- « Nous devons veiller à ce que l'engagement et les valeurs relatifs au vieillissement occupent le cœur du débat. Il y a une bonne part des contributions qui est négligée. »
- « Faire participer les aînés comme intervenants précieux de l'ensemble du processus. Ce sont les gens qui saisissent le mieux les besoins et les lacunes. . . , par conséquent il s'ensuit simplement que les aînés doivent être un élément complexe de la détermination des options et des mesures. »

Sommet sur les transports

60 participants

Florenceville

Le 24 mars 2016

Possibilités prioritaires

Reclassification du secteur d'activité

- Changer l'image de l'industrie et présenter ainsi des professionnels compétents faisant partie d'un secteur classifié. Ainsi, nous pourrions attirer des travailleurs et des immigrants.

Formation et éducation

- Conception d'un programme logistique sur les transports pour les établissements d'enseignement qui appuient les travailleurs, les mécaniciens, les chauffeurs et les préposés du soutien de bureau. Rehausser le profil des carrières en transport. La durée de la formation doit correspondre au niveau de compétences. Des subventions à la formation doivent être offertes.

Optimisation de l'infrastructure

- Infrastructure à financement stratégique qui a la plus grande incidence. Déterminer comment investir dans l'infrastructure et les routes jumelles (c'est-à-dire des péages, taxe sur l'essence). Délaisser les infrastructures qui ne sont plus nécessaires (par exemple le pont Jemseg). Améliorer la route 11 qui relie Miramichi à Moncton afin d'accélérer le débit de la circulation, d'accroître la sécurité et de relier le Nord au Sud.

Dialogue entre les intervenants

- Augmenter le dialogue entre le gouvernement et l'industrie des transports.

Exportation

- Faire la promotion des expéditions transfrontières et des exportations, et appuyer celles-ci, en tenant compte du taux de change.

Innovation en matière de communications et de logistique

- Améliorer les communications entre les entreprises de camionnage et les fournisseurs de marchandises, rendre le chargement et le transport des marchandises plus efficaces; faire en sorte que les chauffeurs ne soient pas inoccupés pendant de trop longues périodes.

Effectif

- La pénurie de main-d'œuvre est le plus gros problème de l'industrie du camionnage. Corriger le problème de la formation insuffisante des chauffeurs (formation de travailleurs sans emploi). Attirer des chauffeurs : mise en place d'un cadre d'évaluation et de reconnaissance des compétences des travailleurs immigrants. Le gouvernement doit offrir des fonds afin qu'on puisse remédier à la situation des chauffeurs qui ont peu d'expérience et payer les coûts d'assurance de ces chauffeurs. Les possibilités sont nombreuses dans l'industrie du camionnage (pour les chauffeurs et les travailleurs de bureau). Nous devons renseigner les travailleurs au sujet des possibilités qui se présentent et augmenter les salaires afin d'attirer des travailleurs.

Possibilités intermodales

- Coordination du transport en commun (autobus – train – transporteur aérien – traversier). Développement de trajets intermodaux de Saint John jusqu'à Boston.

Rétroaction des participants

Dans un sondage de suivi, on a demandé aux participants de mentionner les éléments les plus importants qu'ils avaient retenus et les domaines vers lesquels, à leur avis, le gouvernement devrait diriger ses efforts.

« L'industrie du transport est essentielle. Nous devons tous collaborer et communiquer nos idées afin de garantir une croissance et une amélioration. »

« Il y a une possibilité, pour différents intervenants, de se faire entendre par les décideurs qui peuvent avoir une influence sur l'industrie. »

« Cela fut utile. Il s'agit maintenant de savoir ce que le gouvernement compte faire avec l'information qui servira à déterminer si le sommet a été réellement utile. »

« Le Sommet semblait axé sur la façon de régler les problèmes actuels de l'industrie du camionnage et non sur la durabilité à long terme et la réduction de l'incidence sur les changements climatiques. »

Quels sont, selon vous, les domaines vers lesquels le gouvernement devrait diriger ses efforts?

Effectif

- « Éducation des jeunes et rétablissement de l'enseignement des métiers dans le système scolaire. »
- « Formation, éducation et perfectionnement des compétences (expérience). »
- « Le taux de chômage du Nouveau-Brunswick est effarant. Nous devons faire appel à ces gens pour pourvoir les nombreux postes vacants dans l'industrie des transports. Pourquoi est-ce que nous n'aidons pas ces gens à l'aide de fonds gouvernementaux, afin qu'ils puissent détenir un permis de conduire de classe 1? »

Infrastructure

- « IMT, Harmonie provinciale sur les règles (restrictions quant au poids), route jumelle 11, terminer la route jumelle 7. »
- « Aider le secteur à préserver la durabilité en ne haussant pas les impôts et en n'ajoutant pas de postes de péage. »
- « Améliorer et augmenter le service ferroviaire et installer des postes de péage pour les gens qui ne font que traverser la province. »
- « Programmes cohérents et fiables et financement de l'amélioration de l'infrastructure des transports. »
- « Faire en sorte que l'infrastructure et les règlements favorisent un transport efficace et à faible coût des marchandises de la province vers de plus grands marchés. »

Sommet sur l'économie verte

80 participants

Edmundston

Le 4 avril 2016

Possibilités prioritaires

Éducation

- En ce qui concerne l'éducation relative à l'orientation du marché, le gouvernement devrait s'éduquer lui-même et éduquer les citoyens au sujet des marchés de l'énergie, des décisions fondées sur des faits, renseigner les citoyens sur Énergie NB/Siemens. Il est nécessaire que les collèges offrent de la formation permanente pour les installateurs de technologies écologiques et les consultants, par exemple.

Efficacité énergétique

- Investir dans l'efficacité énergétique locale, industrielle, commerciale. Modifier la perspective d'Énergie NB – en ce qui concerne l'efficacité énergétique, offrir des mesures incitatives pour toutes les économies d'énergie, pétrole et gaz naturel. Investir dans des programmes axés sur l'efficacité énergétique. Fixer des objectifs ambitieux, tenir compte des difficultés sociales (Premières Nations et aînés). Rénover tous les immeubles de la province; développer et exporter de l'expertise en efficacité énergétique. Toutes les municipalités suivent Fredericton pour la DP portant sur l'énergie renouvelable. Revenir aux vérifications de l'efficacité par des tiers, qui abordent tous les combustibles. Accéder au financement fédéral des infrastructures.

Politiques et objectifs

- Exécuter le plan d'action pour le changement climatique et atteindre les objectifs. Déterminer des objectifs et pénalités; concevoir un système pour mesurer et pour communiquer les progrès.

Transport

- Investir dans les infrastructures durables : immeubles, transport, ponts/quais. Soutenir les villes et collectivités éconergétiques par la gestion de l'agriculture, du transport, de l'énergie et des déchets.

Services à valeur ajoutée

- Promouvoir les déchets comme ressource à valeur ajoutée, sensibiliser davantage la population aux possibilités dans les biocarburants. Voir à ce qu'Énergie NB offre aux propriétaires la location de technologies énergétiques efficaces.

Production alimentaire

- Production d'énergie à notre portée, accélération de l'écotourisme et promotion de la production locale de nourriture.

Solaire

- Augmentation de l'utilisation de l'énergie solaire, innovation dans l'entreposage, solutions technologiques, soutien et investissement connexes.

Rétroaction des participants

Dans un sondage de suivi, on a demandé aux participants de mentionner les éléments les plus importants qu'ils avaient retenus et les domaines vers lesquels, à leur avis, le gouvernement devrait diriger ses efforts.

« Créer une petite équipe centralisée ayant pour mission d'unifier les politiques ministérielles individuelles, puis de trouver des économies d'énergie au sein du gouvernement. Se concentrer pour devenir la Silicon Valley de la technologie du réseau électrique intelligent, qui ensuite exporte cette PI (propriété intellectuelle) et ce savoir. L'importance de favoriser le démarrage de plus d'entreprises et la R. et D. dans la province, par des mesures fiscales incitatives, par opposition à des subventions et des aides gouvernementales. »

« Les échanges du Sommet ont été bons; il y a devant nous beaucoup d'autres possibilités qui pourraient faire une différence réelle lorsqu'il s'agit de stimuler l'économie et de faire progresser cette province. Les mots sont excellents, mais il est temps d'agir – " les gestes sont plus éloquents que les paroles ". »

« Notre gouvernement est sérieux en planification d'économie verte. »

« Les personnes présentes, qui représentaient une grande variété d'intérêts ont été d'accord sur les principaux enjeux – que les changements climatiques se produisent, qu'il faut s'attaquer aux problèmes qui en découlent (pas d'autre option), que le gouvernement doit formuler un plan pertinent, contenant des objectifs et une évaluation. »

« Nous avons la technologie, il nous faut simplement le désir et les moyens d'opérer les changements. »

Quels sont, selon vous, les domaines vers lesquels le gouvernement devrait diriger ses efforts?

Accès au financement fédéral

- « Le gouvernement provincial a besoin d'établir un plan d'action afin de profiter des fonds fédéraux offerte pour la nouvelle infrastructure verte à l'intention des municipalités/collectivités/Premières Nations. Cela devrait être relié à la stratégie provinciale de création d'emplois, et il faudrait chercher du financement fédéral permettant de lancer des industries durables à long terme au Nouveau-Brunswick – et non simplement de créer des emplois en construction. »

Efficacité énergétique

- « Efficacité énergétique – il ne fait aucun doute que les bâtiments appartenant au gouvernement et les bâtiments privés ICI. On crée ainsi des emplois, on réduit les GES et on diminue les coûts d'exploitation et d'entretien, en plus d'améliorer la qualité de l'air pour les étudiants, les patients des hôpitaux, les travailleurs, l'effectif, etc. Cette mesure est avantageuse pour le Nouveau-Brunswick. Le conférencier qui a parlé des énergies renouvelables était excellent, mais pour aller dans le bon sens, nous devons d'abord utiliser les bâtiments qui présentent le meilleur rendement, sinon les énergies renouvelables seront trop considérables. Il est préférable de générer 45 watts à l'aide d'énergies renouvelables pour un bâtiment dont le rendement est le meilleur possible que de produire 60 watts pour un bâtiment qui est inefficace. »

Énergies renouvelables

- « Possibilités d'énergie renouvelable : recherche et développement, projets d'immobilisations, exportation et création d'emplois. Il existe peut-être des sommes de l'infrastructure fédérale qui pourraient être utiles, mais nous devons disposer de projets prêts à exécuter afin de tirer avantage des possibilités. »
- « J'ai une idée qui pourrait aider à lancer le processus d'installation de panneaux solaires. Actuellement, la province compte 12 Commissions de services régionaux. Chaque commission doit avoir un parc de panneaux solaires de 1 à 5 MW chacun. L'emplacement des parcs serait déterminé par la commission. Heureusement, Énergie Nouveau-Brunswick est une société d'État. Elle est en mesure d'offrir du financement à des taux intéressants... »

Sommet sur les partenaires de développement économique

60 participants

Moncton

Le 11 avril 2016

Besoins et contributions

Les objectifs du Sommet pour les partenaires de développement économique ne consistaient pas à déterminer les possibilités, mais plutôt à cerner les conditions de la réussite, pour les partenaires du développement économique, en vue d'une direction, d'une contribution et d'une collaboration au sujet d'un modèle de développement axé sur les possibilités.

Les participants ont été répartis en équipes selon la catégorie de leur groupe d'intervenants et on leur a demandé de répondre aux deux questions suivantes.

1. **Que dois-je faire et qu'est-ce que mon organisation doit faire pour réussir dans ce modèle?**
2. **Où dois-je contribuer et où mon organisation doit-elle contribuer dans le modèle de développement axé sur les opportunités du Nouveau-Brunswick?**

Les réponses, par groupe d'intervenants, sont décrites ci-dessous :

Groupe d'intervenants	Besoins	Contributions
Associations industrielles	<ul style="list-style-type: none"> • Infrastructure – harmonisation avec les entreprises rurales (cellulaires, transports, accès à Internet) • Transports – soutien des autoroutes, des aires de repos, des lignes aériennes et ferroviaires, des routes • Main-d'œuvre/personnes – engager dans le développement d'un plan, dans la politique sur l'immigration (processus par voie rapide), alignement des universités, soutien pour l'innovation, rétention / attraction, collaboration • Accès à des ressources grâce à l'accès aux terres • Soutien apolitique 	<ul style="list-style-type: none"> • Investissement de capitaux • Temps et expertise pour aider le gouvernement à réaliser ses objectifs en matière de politiques • Message positif – FiertéNB, forces des industries • Éducation – expérientielle, axée sur les compétences, l'emploi, l'expertise, les laboratoires, les connaissances, l'espace
Groupe municipal (au sein des municipalités et des organismes de développement économique régionaux)	<ul style="list-style-type: none"> • Tirer parti du financement fédéral pour aider les efforts locaux de développement économique • Communications continues, rôle clair du gouvernement et accès direct aux possibilités choisies • Un organisme apolitique pour assurer la durabilité et la continuité • Réunions stratégiques et tactiques périodiques et indication des points de contact gouvernementaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Nous partageons les forces régionales et la proposition de valeur pour la croissance et l'investissement • Ressources combinées – efforts de ciblage • En tant qu'entité de connexion, nous effectuons un réseautage entre les entreprises et ONB pour exploiter les opportunités de croissance • Volet des opportunités potentielles

Groupe d'intervenants	Besoins	Contributions
Les CBDC	<ul style="list-style-type: none"> • Defined partner • Ongoing collaboration – regular way to interact and contribute 	<ul style="list-style-type: none"> • Stabilité depuis plus de 30 ans • Programmes de succession
Soutien de l'écosystème (incubateurs, éducation, réseaux)	<ul style="list-style-type: none"> • Multi-year funding • Clarity on policy and innovation strategy – increased communication • Improved communication and engagement with members of the eco-system, communities, agencies, etc. • Funding for research capacity and performance • Designated point-person within departments • Increased engagement with sector groups (first nations, umbrella groups, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> • Expertise pour mettre à profit les perspectives nationales et internationales • Exploitation du financement fédéral et des réseaux nationaux • Éclairer la politique et la stratégie sur l'innovation – indiquer le savoir-faire qui convient
Groupes financiers (bailleurs de fonds, investisseurs)	<ul style="list-style-type: none"> • Wealth mindset – marketing, tax credit, policy • Strong pipeline – ideation, cross fertilization, skills development 	<ul style="list-style-type: none"> • Capitaux – diffusés par réseautage, accès, aucune porte n'est la mauvaise • Expertise – ce qui marche, pontage des cultures, mentalité orientée sur la croissance, histoire de réussite
Chambres de commerce	<ul style="list-style-type: none"> • Resources and information to cross-promote the various strengths of regions across the province – this will help us identify opportunities in our region • Better connections with ONB – specific contacts to refer our members, connect ONB communications people to individual chambers to help tell good news stories 	<ul style="list-style-type: none"> • Communiquer la proposition de valeur du Nouveau-Brunswick et des régions à nos membres et au monde (c'est-à-dire aider à entamer un dialogue positif, changer la narration) • Connexion et accès à nos membres (communications)

À quoi ressemblerait un système collaboratif de développement économique?

On a séparé les participants de leur groupe d'intervenants semblables, et on les a mis dans des groupes ayant une représentation mixte de chaque groupe d'intervenants, à chaque table. On leur a demandé ensuite de proposer quelques conditions de réussite pour un système collaboratif de développement économique. Finalement, on a donné à chaque personne la chance de voter sur les meilleures réponses dans chaque catégorie. Les meilleures réponses sont décrites ci-dessous :

Un système collaboratif de développement économique pour le Nouveau-Brunswick	
Démarches stratégiques	Meilleures réponses
<p>But Le guide pour assurer la réussite du système. Que pourrait faire un système collaboratif de développement économique?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre à profit les ressources et les expertises (11 votes) • Mieux servir le client – augmenter la création d'emplois, faire croître et agrandir l'entreprise (6 votes) • Faire du Nouveau-Brunswick une province « nantie » – mettre l'accent sur la création de la richesse, le Nouveau-Brunswick est un merveilleux endroit où élever une famille, attitude positive envers les affaires, création d'un environnement de confiance, volonté politique vigoureuse, compétitivité à l'échelle mondiale (6 votes)
<p>Principes Comment allons-nous travailler ensemble?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Supprimer les silos, définition des rôles, confiance, action en temps opportun, simplification des communications, élimination des chevauchements (12 votes) • Collaboration, communication, recherche de la simplicité, buts partagés, vision claire, action à long terme (7 votes)
<p>Concept Quelle forme ou quelles formes d'organisation seraient les meilleures pour cette collaboration?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Tout le monde travaille collectivement, un alignement apolitique (35 votes) • IRC équilibrés (9 votes) • Concept ouvert, avec les bons arrêts chemin faisant, comme un système de métro (5 votes) • Système virtuel (4 votes)
<p>Obstacles découlant d'opinions Quelles sont les craintes que nous avons ou les histoires que nous entendons au sujet des nouvelles façons de travailler ensemble?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Changement politique – leadership politique, le premier ministre va tendre la main à ceux d'en face afin d'élaborer une stratégie de développement économique en ligne avec la vie politique (32 votes) • Manque de confiance, crainte de chevauchement (7 votes) • Pénurie d'argent, crainte de ne pas obtenir le crédit mérité pour les succès, manque de confiance, perte de contrôle (6 votes) • Confidentialité, confiance, mentalité régionale, besoin d'avoir un concept pour partager l'information avec les partenaires, rouages bureaucratiques (5 votes)
<p>Structure Comment allons-nous soutenir cette collaboration? Quelle est la structure la plus légère qui pourra soutenir le but visé?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Concept de données ouvertes, à l'échelle de la province et axé sur les régions, logiciel CRM partagé, éléments Web (possibilité d'une application), appareils disponibles aux points de contact (14 votes) • Faire le marketing de structure comme une grande équipe de développement économique du Nouveau-Brunswick (industrie, collectivité, gouvernement provincial, gouvernement fédéral). Qui est responsable du plan de croissance? ONB? Le Conseil de l'emploi? Le premier ministre? (7 votes)
<p>Pratique Que faut-il faire pour maintenir cette collaboration?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Infrastructure de communication, rapport annuel (rétroaction), propriété, besoin du modèle partagé et durable (18 votes) • IRC partagés, communication active, noms et non pas des organisations (8 votes) • Rencontres « électroniques » / réunions en personne, calendrier commun, créer un outil ou un portail d'information (6 votes)

Rétroaction des participants

Dans un sondage de suivi, on a demandé aux participants de mentionner les éléments les plus importants qu'ils avaient retenus et d'indiquer les domaines vers lesquels, à leur avis, le gouvernement devrait diriger ses efforts.

« Le gouvernement peut mieux utiliser et mobiliser les intervenants du développement économique actuels afin de faire avancer les projets. Les organisations de développement économique ont le savoir-faire, l'expérience pratique et un mandat indiquant d'appuyer les possibilités. Le gouvernement doit tirer parti de ces possibilités et ne pas tout faire à l'interne. »

« Il nous faut un plan apolitique, à long terme et durable pour la croissance économique au Nouveau-Brunswick. »

« Il y a une frustration généralisée à l'égard de la politisation du développement économique par le passé, mais un engagement aussi généralisé à aider le Nouveau-Brunswick à se remettre sur la voie de la croissance. »

« La collaboration est cruciale, et nous sommes prêts à y aller! »

Quels sont, selon vous, les domaines vers lesquels le gouvernement devrait diriger ses efforts?

Attraction de l'immigration

- « Le gouvernement du Nouveau-Brunswick doit consacrer un plus grand nombre d'employés et des ressources financières plus élevées, de sorte que les parcours d'immigration actuels soient utilisés de manière optimale et que les résultats soient correctement évalués. Nous avons besoin de plus de ressources pour attirer de nouveaux immigrants, en plus de services d'installation, afin que les nouveaux arrivants aient plus qu'un emploi au Nouveau-Brunswick : la perspective d'une vie active et enrichissante dans leur collectivité. »

Communication

- « Communications et réunions méthodiques et périodiques avec tous les intervenants clés de la région. Concevoir des sites Web de présentation pour toutes les grandes régions de la province, en prévoyant des interconnexions. »
- « Partage des informations et du marketing. »
- « Une liaison doit être prévue avec ONB et le Cabinet du premier ministre. Il est de plus en plus clair que ONB ne dispose de personne qui a pour priorité la mobilisation et l'utilisation des biens de ces organisations de DE. Le Cabinet du premier ministre est très peu au courant de ce qui se passe, tant sur le terrain qu'en raison de son portefeuille de ministre de l'innovation. La liaison avec les intervenants sur le terrain et les universitaires (où l'innovation se fait) doit être améliorée. Je croyais que le CRINB était positionné pour cela – qu'est-ce qui lui est arrivé? »

Sommet sur l'industrie forestière

62 participants

Atholville

Le 19 avril 2016

Possibilités prioritaires

Les participants ont cerné les éventuelles possibilités de croissance suivantes.

Participation et éducation du public

- Faire participer le public à une vision commune du secteur forestier (comme en Scandinavie) et prévoir un milieu de la réglementation compétitif qui favorise les investissements. Promotion de la foresterie à l'intention des jeunes afin d'assurer une relève pour les terres à bois.

Sylviculture

- Accroître la sylviculture sur les terres de l'État et privées, car ainsi les gens pourront travailler immédiatement et augmenter l'approvisionnement en bois et la qualité. Envisager diverses possibilités comme les marchés du carbone.

Plan de foresterie

- Volonté politique de mettre à jour les politiques en fonction des exigences actuelles, attirer des investissements et aplanir les obstacles. Une foresterie communautaire offre un meilleur accès aux petites entreprises. Appliquer les pratiques forestières européennes.

Approvisionnement en bois de qualité inférieure

- Politique favorisant l'utilisation de bois de qualité inférieure (infrastructure écologique, écoles, bâtiments publics). Développer des marchés pour les produits forestiers de qualité inférieure. Nous devons songer aux produits résiduels et non aux arbres entiers. Trouver ou élaborer des méthodes d'utilisation du bois de qualité inférieure (abondance).

Biomasse

- Créer des emplois en utilisant les produits de biomasse disponibles pour produire de l'électricité à l'aide de petites centrales électriques. Favoriser le développement de produits de grande valeur qui ne proviennent pas du bois (sirop, champignons, produits de créneau).

Recherche et développement et commercialisation

- LIDAR améliorée et partagée avec tous (transparence) et effectuer des recherches et du développement solides afin de rehausser la commercialisation.

Carbone et changements climatiques

- Gérer les forêts afin de lutter contre les changements climatiques (stockage de carbone) à l'aide de crédits propres à la taxe sur le carbone, au plafond et aux activités commerciales.

Augmenter la croissance des feuillus et des forêts d'arbres mélangés

- Arrêter la conversion des feuillus et des résineux. Favoriser la gestion de la restauration des feuillus et des résineux.

Infrastructure

- Améliorer l'infrastructure des transports (ponts, routes, voies ferrées).

Tordeuse des bourgeons de l'épinette

- Maîtriser l'épidémie de la tordeuse des bourgeons de l'épinette.

Rétroaction des participants

Dans un sondage de suivi, on a demandé aux participants de mentionner les éléments les plus importants qu'ils avaient retenus et les domaines vers lesquels, à leur avis, le gouvernement devrait diriger ses efforts.

« Chacun veut quelque chose tout de suite. Ce n'est pas ainsi que cela se produit dans la forêt. Par contre, si vous avez des objectifs clairs et une stratégie à long terme, vous pouvez atteindre vos objectifs. »

« On remarque une volonté de faire en sorte que le secteur forestier contribue de manière importante à l'économie, mais des propriétaires de terres à bois estiment que s'ils pouvaient fournir les produits directement à l'industrie et si celle-ci payait un peu plus, tous les problèmes disparaîtraient. Nous devons changer le modèle ou l'approche que les conseils utilisent depuis des années; il s'agit de les moderniser. »

« De nombreux intervenants ont des attentes et des buts différents. Il est très difficile de progresser dans de telles circonstances. Une meilleure communication s'avère nécessaire au sein de l'industrie. »

« Le gouvernement porte une attention particulière à ce qui se passe dans l'industrie et organise un événement comme celui-ci pour recevoir des commentaires des participants. »

Quels sont, selon vous, les domaines vers lesquels le gouvernement devrait diriger ses efforts?

Politique / bois de qualité inférieure

- « Élaborer une nouvelle politique et une orientation gouvernementale afin de repositionner le secteur forestier et de garantir la prospérité. Les points à envisager sont ceux-ci : industrie diversifiée à plusieurs niveaux qui diminue la dépendance envers un seul secteur, orientation communautaire, développement de l'énergie forestière et prise en compte de toutes les propriétés foncières. »
- « 1) Élaboration d'une politique qui favorise l'utilisation de bois de qualité inférieure; 2) mandat en matière de développement économique pour le développement des ressources; 3) accent sur les possibilités de bioraffinage; ces éléments sont tous reliés les uns aux autres. »
- « Examen de la politique et utilisation du bois de qualité inférieure et des résidus des scieries (copeaux, sciure de bois et rabotures). »
- « Politique : restructuration du cadre de gestion des forêts (LTFC), qui deviendrait ainsi la Loi sur les forêts du Nouveau-Brunswick, Communications et éducation : préciser que les forêts sont une ressource RENOUELABLE qui peut contribuer aux initiatives de lutte contre les changements climatiques et favoriser la création d'emplois. »
- « Bien que l'industrie forestière soit l'un des plus importants secteurs économiques du Nouveau-Brunswick, la province dispose des politiques les plus faibles du monde occidental pour appuyer l'utilisation de la biomasse. Le Nouveau-Brunswick peut examiner les politiques sur la biomasse qui sont en place depuis des années dans d'autres pays et choisir celles qui lui conviennent le mieux. Des pays comme le Royaume-Uni, le Danemark, les Pays-Bas, la Suède, la Finlande, etc., disposent d'excellentes politiques qui pourraient être adoptées au Nouveau-Brunswick. »
- « Nous devons reconnaître la valeur économique du secteur des terres à bois privées (30 % des forêts du Nouveau-Brunswick) et élaborer une structure solide et juste pour garantir une part de marché et un système qui assurent un rendement équitable. »
- « Prendre un engagement envers une stratégie à long terme sur les terres de l'État. Mettre l'accent sur la participation des propriétaires de terres à bois privées en les approchant. Les conseils de marketing doivent être restructurés et avoir de nouvelles priorités. »
- « Modifier le plan de foresterie, améliorer l'accès par le public aux terres de l'État, éducation dans les écoles. »